

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 3 MARS 1978 - N° 645

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

## URSS : FORTES HAUSSES

400 % de hausse sur le café, 100 % de hausse sur l'essence, 30 % sur les produits à base de cacao, ont été annoncés mercredi à Moscou par Glouchkov, président du comité d'Etat des prix. Bien que ne portant pas sur des produits de très large consommation populaire, ces hausses massives donnent un singulier visage aux affirmations selon lesquelles les prix n'augmentent pas en URSS.

Bien qu'il ait affirmé que les prix de consommation courante n'augmenteraient pas, Glouchkov, s'est bien gardé de dire que leur cours officiel n'a rien à voir avec leur cours réel sur le marché libre, sur lequel les familles doivent en grande partie s'approvisionner, les produits ayant disparus de magasins officiels.

## En pleine campagne électorale

# 600 PROCES CONTRE 600 GREVISTES

Le chantier nucléaire de Braud Saint-Louis en grève

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE  
5<sup>e</sup> assemblée populaire nationale

## RAPPORT DU PRÉSIDENT HUA-KUO-FENG



Lire en page 5 des extraits de ce rapport, ainsi que notre correspondance : « Révolution et production à Tatchai ».

A neuf jours des élections législatives, les promesses électorales pleuvent sur les revendications ouvrières. On a remarqué notamment comment tous les partis se précipitent pour parler du SMIC à 2 400 francs.

A Braud Saint-Louis, sur le chantier de la centrale nucléaire, les travailleurs n'ont pas voulu se fier à ces discours. Ils ont eux-mêmes pris leurs affaires en main, et ils se sont mis en grève pour les salaires et pour les indemnités de déplacement. Ils ont bloqué le chantier par leur piquet de grève.

Les patrons, qui ne l'entendent pas de cette oreille, ont traîné en justice, individuellement, tous les

participants au piquet de grève pour « entrave à la liberté du travail ».

La loi bourgeoise, qui organise le scrutin du 12 mars, prévoit également ce genre de procédure anti-ouvrière. Et quand il s'agit d'un enjeu aussi important que le programme nucléaire, le patronat ne plaigne pas : l'EDF est derrière les quatre entreprises « extérieures » qui font le procès.

C'est peut-être ce que la nationalisation d'EDF a d'« exemplaire » selon les spécialistes du PCF.

## Allemagne de l'Est

### 15 Iraniens en prison



15 Iraniens qui occupaient l'ambassade du Chah à Berlin Est ont été arrêtés par la police Est-allemande et jetés en prison. Ils protestaient contre les massacres de Qom et Tabriz et soutenaient les manifestations populaires.

La mesure prise à leur rencontre par la police et le gouvernement est-allemand illustre le désir des pays de l'Est de préserver de bonnes relations avec le Chah, avec lequel ils entretiennent de nombreux liens. A la suite de gros accords et d'une visite du Chah à Moscou, la radio du parti révisionniste iranien émettant depuis la Bulgarie avait été fermée.

(Lire en page 4)

## Opération palestinienne à Tel Aviv

Le commando palestinien a organisé une opération à Tel Aviv mercredi. Une bombe a explosé faisant deux morts. Les opérations en Palestine occupée ont connu une recrudescence ces derniers mois à la fois contre les troupes d'occupation et contre l'implantation incessante de nouveaux colons, fondement de la politique de Begin.

## Des chiffres et des mots

Nous commençons aujourd'hui, avec les « propositions » de Barre, l'examen des programmes électoraux des différents partis.

(Lire en pages 6 et 7)

● **La LCR  
dans l'ombre  
du PCF** (Lire en page 3)

● **2<sup>e</sup> anniversaire  
de la RASD**

(Lire en page 4)

● **La CE de  
la CGT à fond  
derrière  
le PCF** (Lire en page 2)

**LUTTES OUVRIERES****Cacharel... :  
restructuration... et  
licenciement de militants  
syndicaux**

La direction de Cacharel, entreprise qui fabrique des vêtements de luxe, a estimé que son service «transport-manutention» n'était pas suffisamment rentable et en a confié la sous-traitance à Calberson.

«Il n'y aura pas de problèmes d'emploi», assurait la direction. Elle vient de procéder à 6 licenciements, dont deux délégués du personnel et un délégué syndical, à la suite de cette restructuration propice à la liquidation de la section CFDT, trop combattive à ses yeux.

La direction ayant fait dresser un constat d'huissier pour «intimidation du personnel» à l'encontre des militants syndicaux qui faisaient signer une pétition sur les libertés syndicales, les a priés de quitter les lieux. Du coup, les travailleurs de Cacharel, qui se préparent à lutter contre ces licenciements, pour la garantie de l'emploi et des libertés syndicales, font signer eux-mêmes la pétition syndicale.

**Luterma :  
occupation  
pour empêcher  
la fermeture**

L'usine de Bois-contreplaqué Luterma au Havre, employait 750 salariés, des femmes en majorité. Malgré des débrayages et des actions pour empêcher les camions de sortir, la direction a licencié le 1<sup>er</sup> février 247 d'entre eux, dont 16 délégués CGT sur 25. Le licenciement des 16 délégués ayant été refusé par l'inspection du Travail, et alors que des négociations étaient en cours pour la réintégration de 14 personnes, la direction annonçait brutalement la mise en liquidation judiciaire.

Le personnel réuni en assemblée générale a décidé l'occupation de l'usine.

**Charleville :  
les conducteurs  
d'autobus en grève  
illimitée !**

La ville de Charleville Mézières, dans les Ardennes, est actuellement privée totalement de transports. Les travailleurs de la régie départementale, à l'appel de leur syndicat CFDT, viennent en effet de se mettre en grève illimitée. La quasi totalité des 170 grévistes exige une augmentation immédiate de 40 points, soit un salaire de 2 890 F. Les conducteurs, pour populariser leur mouvement, ont apposé sur les abris bus de la ville des affiches expliquant leurs revendications.

(Communiqués)

**GALA DE SOLIDARITÉ  
DES GRÉVISTES  
DES ALLOCATIONS FAMILIALES**

Organisé par les grévistes de la Caisse d'Allocations familiales de la région parisienne :

Vendredi 3 mars 1978 de 19 h à 23 h  
à la Bourse du Travail

Salle E. Hénaff, 29 Bd du Temple, Paris 10<sup>e</sup>

Avec la participation de groupes folk, théâtre, groupes antillais, mime, sketches.

**GALA DE SOUTIEN À CRÉTEIL CTA**

La section CFDT de Paris 20<sup>e</sup> organise Vendredi 3 mars, à partir de 19h30 un gala de soutien à Créteil C.T.A.

A l'Ageca, 177 rue de Charonne - 75011  
Un film : les aventures du facteur Yves Diot  
Le groupe sketch PTT  
Intervention d'un camarade de Créteil CTA  
Venez nombreux.

**Commission exécutive de la CGT****A 10 jours des échéances de mars****CONSIGNE DE VOTE À PEINE  
CAMOUFLÉE POUR LE PCF**

La confédération CGT a réuni mardi sa commission exécutive. Les débats — les déclarations de Séguy à l'issue de cette réunion l'ont montré — ont bien entendu porté essentiellement sur les échéances électorales et la situation dans la gauche.

Séguy dans un premier temps, a repris la conclusion de la déclaration de la CE, qui montre que la confédération cégétiste est plus que jamais engagée dans le combat électoral ! «Nous engageons les travailleurs», a déclaré Séguy, à tout faire pour parvenir à un accord entre les partis de gauche qui prennent en compte leurs revendications et leurs intérêts de classe, c'est-à-dire un accord que la CGT puisse soutenir...».

La direction cégétiste avance donc encore d'un pas dans son alignement sur le PCF, appelant même d'une façon plus claire que jamais les travailleurs à soutenir ce parti le 12 mars : «L'issue des élections peut être positive ; elle le sera si les travailleurs et les travailleuses, conscients de la portée historique de leur vote, agissent selon leur intérêt de classe pour l'union, pour de véritables changements». Le document fait même état des luttes actuelles des travailleurs et de leur combativité «comportement (qui) porte en lui la volonté des travailleurs d'influer sur le cours des événements». Autrement dit, les luttes des travailleurs, sur lesquelles la direction confédérale est muette depuis plusieurs mois, l'intéressent aujourd'hui, dans la mesure où elle pourra les détourner vers le soutien au PCF, dès le 1<sup>er</sup> tour !

Tout ceci a pour but évidemment d'accroître le rapport de force contre le PS et le contraindre à une

«renégociation» avant le 19.

**CRITIQUES  
A NOUVEAU  
CONTRE LE PS**

Le parti de Mitterrand est d'ailleurs une fois de plus attaqué violemment : «En exprimant clairement ses critiques sur le chiffre du Parti Socialiste, la CGT a confirmé qu'elle ne cautionnera jamais une politique qui demanderait aux travailleurs des sacrifices et consisterait à gérer la crise et à ménager le capital». Une fois de plus, la direction CGT prêterait que son souci est d'obtenir de véritables changements pour les travailleurs et de citer pour la énième fois les 2 400 F et quelques autres revendications. Et c'est le même leitmotiv : pour changer, il faut des moyens : «La nationalisation intégrale des neuf groupes prévus dans le Programme commun, c'est-à-dire les maisons-mères et les filiales, auxquelles il est nécessaire d'ajouter la sidérurgie, l'automobile et le pétrole». La démonstration n'est toujours pas faite et les nouvelles déclarations de Séguy comme quoi «la bataille pour le changement prend une nouvelle vigueur, en se situant plus nettement encore sur le terrain social» ne peuvent cacher que les critiques portées au PS, ont uniquement pour objectif de faire pression sur lui, afin qu'il accepte les «véritables» nationalisations vou-

lues par le PCF, pièces maîtresses de son projet.

Qu'a donc fait, en effet, la direction cégétiste sur le «terrain social», sinon étouffer, disperser les luttes portant notamment sur les salaires ?

**NOUVEAU FORCING  
ENVERS LA CFDT**

Mais les critiques au PS, au but électoral évident, visent également la direction confédérale, à préparer dès aujourd'hui, la période où elle tentera d'entraîner les travailleurs contre le PS, après 78, pour soutenir «l'action» des ministres révisionnistes. Et pour avoir le maximum de chances de son côté, dans cette perspective, le CE de la CGT a exprimé avec force son souci de tout faire pour entraîner la CFDT dans cette aventure. Il s'agit bien sûr de l'amener à signer publiquement un constat d'accord avec la CGT, sur un certain nombre de revendications, afin de réduire, voire d'annuler l'influence du PS dans la CFDT, de l'isoler pour après mars. Le texte dit à ce propos : «Nous ne voyons pour l'instant aucun problème en discussion qui présente des obstacles insurmontables. Nous espérons aboutir prochainement à un constat. Le plus tôt sera le mieux. Nous à la CGT, nous souhaitons le rendre public, la CFDT n'y tient pas, ce n'est pas cela qui doit nous empêcher de poursuivre ces discussions. Si les deux syndicats peuvent influencer favorablement sur les partis de gauche (autrement dit sur le PS, NDLR) ce sera tant mieux pour la gauche et tant

mieux pour les travailleurs». On ne peut être plus clair !

La direction cégétiste envisage enfin les trois hypothèses possibles selon elle, après mars : 1<sup>ère</sup> Une victoire de la droite où elle continuerait «à appeler les travailleurs à agir»

La deuxième hypothèse envisagée est celle «d'une victoire de la gauche, le PS forme un gouvernement socialiste homogène», dans un tel cas, Séguy a déclaré comme on pouvait s'y attendre : «Je dis très nettement que nous opposerons un refus catégorique à cette perspective. La CGT ne laissera pas subordonner la défense des travailleurs à des impératifs politiques». Reste la troisième hypothèse où selon la CGT «la gauche triomphe, constitue un gouvernement avec toutes ses composantes et ouvre des discussions sur les objectifs du Programme commun...». Dans ce cas «en toute hypothèse, devait conclure Séguy, la CGT manifeste sa volonté de négociation». Séguy a semble-t-il oublié non pas la quatrième mais en fait l'hypothèse la plus probable : celle où un gouvernement de la gauche avec toutes ses composantes arrive au pouvoir et où le PCF participe pleinement à une politique d'austérité, de répression. Les quelques avantages qui seraient alors concédés aux travailleurs ne serviraient qu'à les faire tenir tranquilles, le PCF ayant besoin d'une période de stabilité pour mener à bien son travail d'infiltration dans les structures de l'appareil d'État.

Richard FEUILLET

**General Motors (Strasbourg)****● Les grévistes menacés d'expulsion  
● La grève se renforce**

La grève des travailleurs, et travailleuses de la Général Motors à Strasbourg, se poursuit et commence à se structurer. En effet, les grévistes qui refusent, rappelons-le, le nouvel horaire que veut imposer la direction avec un certain nombre de personnes et travailleurs extérieurs à l'usine, ont constitué le comité de soutien au mouvement, qui s'est mis au travail dès mardi soir : un tract expliquant les raisons de la lutte a été distribué dans différentes usines de Strasbourg, notamment à la Telic, chez Roth Frères, qui était, il y a quelques mois en lutte. Des collectes ont été faites paral-

èlement auprès de chez ces travailleurs par les travailleurs syndiqués et non syndiqués du comité de soutien : 200 F ont été ainsi recueillis chez Telic.

L'animation interne de la grève est aussi désormais engagée puisqu'a été programmée la projection de plusieurs films suivis de débats : ainsi seront projetés un film sur le dernier congrès confédéral CFDT, sur la lutte de Bretoncelles. Les travailleurs de Lip ont été aussi contactés.

Une table ronde discutant les problèmes de la lutte ainsi que de la situation politique, a eu lieu mardi soir et donnera lieu

samedi soir, à une émission à Radio Verte Fessenheim à 19 h 45 sur 101 Mhz.

La direction qui avait obtenu des tribunaux que 7 délégués quittent les locaux occupés (les délégués n'en ont rien fait) vient d'obtenir de la justice que 13 travailleurs supplémentaires soient expulsés de l'usine ! Elle a d'autre part demandé au tribunal, mercredi, (où étaient présents les 13 travailleurs sus-nommés), que l'ensemble des grévistes soient évacués ! Le tribunal devait rendre son jugement mercredi soir ou jeudi au plus tard dans la journée. Une vigilance particulière

s'impose donc. La mobilisation effective de tous les grévistes dans les initiatives hors de l'usine mais aussi pour assurer un renforcement de l'occupation, prend corps !

Les grévistes travaillent aussi envers les lock-outés pour qu'ils les rejoignent dans la lutte et exigent le paiement de leur lock-out.

Pour l'instant, seuls quelques 3 ou 400 non grévistes sont à l'usine mais ne peuvent rien faire vu que l'air comprimé a été supprimé et la tentative de la direction de les remplacer a été mise en échec par les grévistes dans la nuit de lundi à mardi.

# LA LIGUE DANS L'OMBRE DU PCF

« Nous vous confirmons par la présente lettre que nous sommes prêts à vous rencontrer immédiatement pour débattre de nos programmes respectifs, de l'unité des travailleurs et des meilleurs moyens pour en finir avec l'austérité. C'est Krivine soi-même qui saisit dans Rouge la balle au bond après le bref compte-rendu de son appel publié la veille dans L'Humanité. Alors, après le PSU, à quand la rencontre LCR - PCF ?

De plus en plus, l'évolution suivie par la LCR l'amène à passer de la «tactique de débordement» à une dépendance pure et simple du parti révisionniste.

C'est d'abord l'appel lancé à la gauche et aux directions syndicales pour qu'elles décrètent le «contrôle ouvrier» dans les usines, puisque c'est selon la Ligue une mesure indispensable, mais que la mobilisation des travailleurs est trop insuffisante pour imposer ! (cf programme de la Ligue, p. 59)

C'est ensuite la course engagée pour obtenir une reconnaissance de la part du PC, qui permette enfin à l'organisation trotskyste de sortir du ghetto et d'être prise au sérieux.

Justement, le PCF, qui a senti venir le vent, lance des appels à l'ouverture tous azimuts : c'est le moment d'exiger de lui un «véritable pluralisme», qui pourrait éventuellement fournir à la Ligue un ou deux strapontins : «Alors que ce pluralisme sélectif

s'applique aux gaullistes de progrès, écrit Rouge du 28-2, il ne vaut pas pour des organisations ouvrières comme Lutte Ouvrière ou des listes «Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs». Et de poser le problème du désistement : «Son souci (du PCF) soudain du pluralisme paraît moins tactique et plus

sincère, s'il allait jusqu'à proposer par exemple publiquement que le désistement entre les deux tours se fasse sur la base de la proportionnelle, entre toutes les organisations ouvrières, sans exclusive, qui en acceptent le principe».

La Ligue donc mendie un traitement semblable à celui dont a bénéficié Gallet. Et elle paye d'avance, allant jusqu'à se justifier aujourd'hui, de ne pas voter PCF dès le premier tour : cela ne l'empêchera pas de le faire, sans conditions au second ! Quand L'Humanité retranscrit dans ses pages certains

extraits du discours de Krivine, (celui qui appelle au débat !), ou annonce la candidature de soldats, Rouge jubile : il commence à être entendu ! Bien sûr, le service d'ordre du PCF a violemment agressé leurs militants, porte de Versailles ; bien sûr, il continue d'agresser les membres des «comités de soldats» ; cela ne prouve rien, puisque le PCF se déclare favorable au débat !

Reste à convaincre le lecteur d'une chose : que ça vaut quand même la peine de voter LCR au premier tour. Ça n'est pas tous les jours facile !



## Meeting de la LCR : mais à quoi bon des candidats ?

La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, trotskyste), organisait mardi soir un meeting «international» au pavillon Jean Richard, porte de Pantin. Un peu moins de 2 000 personnes, surtout des jeunes, s'étaient déplacées pour venir écouter Krivine et Bensaïd.

Ô paradoxe ! Anna Libera montra dans un forum sur l'Italie, comment le grand frère de Marchais, Berlinguer, pratique avec beaucoup de conviction la collaboration de classe et impose l'austérité à la classe ouvrière. Ailleurs, au forum Espagne, on peint dans toute leur horreur les partis signataires du pacte de l'austérité de la Moncloa (y compris le PC et le PS espagnols). Bensaïd dit pis que pendre de Soares, le Mitterrand portugais. Et pour finir, Krivine, dans un grand élan lyrique, démontre que PS/PC en France ne valent pas mieux mais... qu'il faut néanmoins voter pour eux !

Plutôt embarrassé, Krivine s'efforça d'expliquer les querelles de la gauche par le fait que «le drame, pour le PC, c'est que le PS est beaucoup mieux placé que lui pour mener la politique» de gestion loyale des intérêts de la bourgeoisie. Ce qui évite au leader trotskyste d'éclaircir un peu plus le projet du PCF. Surtout, il revendique de manière pleurarde un traitement plus équitable pour lui et ses amis de la part des «camarades

du PC III». «Vous voulez discuter avec nous ? dit Catala, hé bien, nous vous répondons : Chiche ! Hier, malgré nos appels, vous avez toujours refusé le débat avec nous... aujourd'hui, êtes-vous prêts au débat, êtes-vous prêts à mettre en pratique vos paroles ? Certes, nous n'avons pas les titres de noblesse de vos partenaires, nous n'avons pas de généraux, nous ne sommes

ni radicaux ni gaullistes, nous sommes trotskystes et nous sommes prêts à vous rencontrer immédiatement, le jour et l'heure de votre choix, pour débattre de nos programmes respectifs, débattre de l'unité des travailleurs, débattre des meilleurs moyens d'en finir avec l'austérité».

En guise de perspective, l'appel aux partis de gau-

che, sous couvert d'«unité ouvrière» : le meeting s'achève sur un appel au «vote, sans condition, pour le candidat ouvrier le mieux placé au 2<sup>e</sup> tour». On croyait être venu à un meeting de la LCR ; on se retrouve à un meeting du programme commun ! Et sur les gradins, un militant désabusé bougonne : «Quel bide ! Pourquoi convoquer un meeting pendant les vacances ?»

## Manufrance : troisième PDG

### Il a aussi le soutien de la mairie PCF

● Il paraît que les travailleurs de Manufrance, à Saint-Etienne, ont de la chance : ils viennent de toucher un nouveau président-directeur-général qui, comme le précédent, va naturellement «sauver» l'entreprise. Et ce n'est pas n'importe qui : «Proche collaborateur de monsieur Edgar Faure, président de l'assemblée nationale, il connaît parfaitement le dossier», affirme sans souciller L'Humanité de jeudi. Il faut dire que ce Monsieur Gadot n'y va pas avec le dos de la cuillère : vive «le rôle énorme de la municipalité stéphanoise, très active et efficace», par-ci, vive «les nerfs d'acier des syndicats soumis ces derniers mois au régime de la douche écossaise», par là.

Bref, entre le nouveau technocrate-miracle et la mairie PCF, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Les uns et les autres se réjouissent d'ailleurs d'avoir trouvé, dans le secteur mutualiste, de nouveaux bailleurs de fonds qui ont déjà accepté de verser quinze millions dans l'entreprise. Il reste quand même quelques dizaines de millions à trouver. Peut-être l'opération publicitaire réalisée avec Poulidor, qui va faire un tour de France pour faire vendre les vélos de Saint-Etienne, va-t-elle en croquer un ou deux...

En attendant, le PDG nouvellement promu s'intéresse quand même aux choses sérieuses : le conseil d'administration qu'il

préside désormais a «pris acte» de la recommandation faite le 23 février par le tribunal de commerce de Lyon d'appliquer le plan de redressement. Or, même si monsieur Gadot sacrifie à l'habitude des nouveaux PDG, consistant à affirmer qu'il n'y aura «aucun licenciement», ce plan prévoyait quand même une réduction du personnel de 500 unités. Simplement, ce sont les «départs volontaires» et les mises à la retraite anticipée qui doivent y pourvoir.

Autrement dit, les licenciements déguisés. En matière de gestion comme en matière de démocratie, le PCF s'y entend toujours aussi bien à faire prendre les mots pour les choses.

## Gouvernement Poudre aux yeux «féministe»

Les femmes vont se réjouir : désormais, les prestations familiales et les remboursements de sécurité sociale pourront être touchés, non seulement par le «chef de famille», mais également par son épouse. Ce qui ne fera pas rentrer un centime de plus dans les ménages populaires : les multiples restrictions aux remboursements de frais médicaux intervenues ces dernières années subsistent intégralement, et les prestations familiales ont toujours le même retard par rapport à l'évolution des prix.

Par ailleurs, les «biens communs» seront l'objet d'une propriété assurant l'égalité entre homme et femme dans le ménage. Cela veut dire que chez les artisans et paysans, la décision n'appartiendra plus entièrement au mari. On n'attend pas non plus que cette mesure mette un terme à l'exode rural.

## Robin des bois

Il y avait déjà quelqu'un qui se faisait une spécialité de vouloir «faire payer les riches». C'était Marchais. Désormais, il a un concurrent : JJSS, après avoir pris position en faveur du SMIC à 2 400 francs, vient de proposer un impôt sur les grosses fortunes. Qu'il s'arrête vite, ou il n'y aura bientôt plus de différence entre son programme et celui du PCF.

## Fine bouche

Dans la première circonscription du Val d'Oise, le PCF a retiré son candidat en faveur du gaulliste de gauche Gallet. Mardi soir, Marchais faisait un meeting électoral à Sarcelles, sur les lieux mêmes. Pour l'occasion, Gallet n'avait pas jugé bon de se déplacer : bénéficiaire des voix du PCF, passe encore. Mais se montrer en public en sa compagnie, ce n'est pas convenable..

## Le Séguy du PS

Il y a, à la CGT, des gens qui outrepassent la vocation d'indépendance du syndicat et qui utilisent leur mandat à des fins électorales. C'est ce dont s'indigne, dans un tract, l'Union départementale de l'Essonne. De qui s'agit-il ? De Séguy, et de son appel à voter PCF venu du niveau le plus élevé de la confédération ? Que non ! De Germon, membre de la commission exécutive confédérale, qui se présente pour le Parti socialiste. On a l'indépendance syndicale qu'on peut.

## Encore les propositions de la CFDT

Décidément, les propositions élaborées par la CFDT pour un programme de nationalisations apparaissent de plus en plus comme la base d'un compromis possible entre PS et PCF. On sait que, d'emblée, c'est Marchais qui s'en était saisi. Ouvertement aujourd'hui, le Parti socialiste lui emboîte le pas.

C'est «La lettre de l'Unité» qui écrit : «En déclarant «positives» des propositions qui sont assez différentes des siennes, le Parti communiste reconnaît du même coup que ces dernières n'étaient pas, comme il le prétendait en septembre et longtemps encore après, la condition intangible pour que soit respecté le Programme commun de 1972». Mais c'est surtout Defferre qui y voit : «Je ne dirai pas une évolution, mais mettons un signe d'évolution, un commencement d'évolution, qui va dans le bon sens».

## Paris 14<sup>e</sup> : réunions publiques de l'UOPDP

Date et lieu des réunions publiques organisées pour la candidature de l'UOPDP aux élections législatives dans la 16<sup>e</sup> circonscription (quartier Plaisance) :

- Vendredi 3 mars : 20 h, école mixte 48 bis rue Hippolyte Maindron.
- Mardi 7 mars : 20 h, école mixte 71 rue de l'Ouest
- Jeudi 9 mars : 20 h, CEG 57 rue Didot.

Permanence du Comité local de l'UOPDP (Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne) : chaque mercredi et samedi à 18 h, 26 rue Jules Guesde (dans la cour à droite).

## POLITIQUE

Brigadier - chef,  
nous voilà !

«Nous essayons de faire quelque chose autour d'un homme, Gérard Furnon». Le thème pétainiste du chef providentiel et clairvoyant inspire fortement la pensée, si l'on ose dire, de ce mouvement. Comment renforcer son implantation ? «Il suffit pour cela que dans chaque département un groupe décidé se donne un chef actif, influent, efficace». Garde-à-vous, je ne veux voir qu'une tête.

«Familles,  
je vous aime !»

Non, Furnon et Coste-Floret, le «bon sens» et l'Eglise, n'en ont pas le monopole : Chirac aussi est un défenseur de la famille. «Il faut que cessent les attaques contre la famille» a-t-il proclamé à Strasbourg. En période de campagne électorale, il est bien rare qu'on n'ait pas droit à quelques couplets sur ce thème. Une proposition au président du RPR : qu'il prenne fermement position contre François Michelin, qui veut porter atteinte à la vie familiale de 30 000 travailleurs en leur supprimant le repos du week-end.

## Structuration difficile

On avait d'abord fait courir le bruit que Lecanuet serait secrétaire général de l'Union pour la Démocratie Française, le regroupement giscard-centriste : Soisson, du Parti républicain, avait poussé les hauts cris. Puis, on a annoncé la création d'un organe de direction politique : les trois leaders, Soisson, Lecanuet et JJSS, devaient y figurer. Finalement, le tout est démenti en bloc : l'entente ne serait-elle pas si solide que les trois formations voudraient le faire croire ?

## Le «bon sens» de Furnon

FAIRE TOURNER L'HISTOIRE  
A L'ENVERS ?

● On connaît les méthodes par lesquelles Gérard Furnon s'est opposé à la création d'une section syndicale dans son entreprise. Profitant de la notoriété acquise à cette occasion, il se sent des ambitions nationales et lance l'Union des Français de Bon Sens, qui présente 40 candidats aux législatives. Quels sont les buts de ces gens «sensés» ?

«Vive mieux ? Oui c'est possible» déclare ce petit patron, certainement pas payé au SMIC. La cause de la crise ? «L'incroyable gâchis de temps et d'énergie auquel se livrent les syndicats politisés dans les entreprises».

Joignant le geste à la parole, Furnon, après avoir interdit la CGT dans son entreprise, a prétendu exiger d'un tribunal l'interdiction de toute la confédération. Rien d'étonnant à ce que, sur de telles bases, son mouvement ait recruté essentiellement des petits patrons et des commerçants.

Furnon trouve des accents gaulliens pour prôner le rassemblement des Français contre les partis (la gauche collectiviste et la droite incapable). Mais

le fasciste Le Pen trouve bien intéressantes les conceptions de Furnon, qui l'a d'ailleurs invité à prendre la parole dans son entreprise.

Tous les thèmes ressasés par l'UFBS ressemblent en effet étrangement à ceux de l'extrême-droite. Peu d'esprit d'initiative pour des petits patrons ! Qu'on en juge : défense de la police «composée d'hommes intègres et courageux», attaques contre les enseignants progressistes, refus des crédits culturels de l'Etat aux «reprises de subversion sociale» dans le droit fil de Druon.

UNE STRATÉGIE  
DU RECOURS ?

L'idéologie fasciste utili-

se volontiers, au profit de la bourgeoisie, des motifs de mécontentement réels. Furnon y va à fond : les causes du chômage ? Les faux-chômeurs, les Immigrés ! Le remède ? Restaurer la libre-entreprise ! La crise de l'énergie ? Remède : la fin du monopole de l'EDF ! Le «gigantisme des grands ensembles» ? Responsables : des «conceptions collectivistes !»

S'il est probable que ce mouvement d'arrière-boutique va ramasser une veste aux élections, il ne faut pas sous-estimer le danger. Furnon déclare se préparer pour les «troisième et quatrième tours» des élections. Utiliser le mécontentement causé par une politique de gauche, c'est bien aussi ce que compte faire Chirac. Et c'est bien dans cette voie pavée de bruits de bottes que compte s'engager ce gros bon sens.

François NOLET

ALERTE  
AU GAZ

SOS Environnement a lancé une campagne d'information sur les problèmes posés par le gaz. Selon cette organisation, des accidents tels que celui du 16<sup>e</sup> peuvent se reproduire car «le Gaz de France» n'a pas les moyens financiers suffisants pour effectuer des vérifications nécessaires ; ensuite ils assurent que les poids lourds, dont la circulation est mal réglementée, défoncent les rues et impriment un fort travail aux conduites de gaz.

REJETS  
DE MERCURE

ÉCOLOGIE 78 a fait le point sur la pollution de la mer au cours d'une conférence de presse.

La station d'épuration des eaux de Marseille n'entrera en service qu'en 1986 ; avant rien n'est prévu.

Si les rejets de mercure d'Alusuisse ont stoppé à Marseille depuis juin, Péchiney poursuit les siens à Paimbœuf, Thann-Mulhouse et au Havre.

## INTERNATIONAL

15 étudiants iraniens  
qui manifestaient  
contre le Shah,  
emprisonnés à Berlin-Est

Lundi 27 février 1978, à 14 h, l'ambassade d'Iran à Berlin-Est a été occupée par une quinzaine d'étudiants iraniens. Cette action a été menée en commun par différentes fractions du mouvement étudiant iranien.

Cette occupation avait pour but de montrer la solidarité des étudiants iraniens avec l'insurrection sanglante de Tabriz et la protestation contre les récents massacres du régime fasciste du Shah à Tabriz, Ghom, Téhéran... La police de la République Démocratique de l'Allemagne est intervenue et les 15 étudiants iraniens ont été arrêtés et sont actuellement en prison.

En effet, le samedi 18 février 78, la ville de Tabriz, 2<sup>e</sup> ville industrielle de l'Iran a été la scène de la plus grande révolte jamais produite depuis 15 ans. La population de Tabriz, en particulier les masses laborieuses commémorant le 40<sup>e</sup> jour du massacre de Ghom où il y avait eu une centaine de tués et des centaines de blessés, descend dans la rue. De 9 h à 21 h, la ville de Tabriz est transformée en un véritable champ de bataille. Les banques étrangères et à capitaux mixtes, le centre du Parti «Rastakhise» de type fasciste, le centre culturel américain, le palais de justice... sont attaqués par la foule qui, par ces actes montre sa haine de la domination du fascisme et de la présence étrangère en Iran. La police incapable de contrôler la manifestation laisse la place à l'armée qui attaque par voie terrestre et aérienne. Le bilan de cette journée est grave, des centaines de morts et des milliers de blessés. Le régime du Shah a annoncé 9 morts et 125 blessés. Il est à noter que le feu des mitraillettes rase la foule et d'après des sources, nous avons appris que même les hélicoptères tiraient sur la foule.

L'Union des Étudiants Iraniens en France exprime sa vive protestation contre les actes criminels du régime fasciste du Shah contre la population de Tabriz, dénonce vigoureusement les actes de la police de la République Démocratique de l'Allemagne et exige la libération immédiate des 15 étudiants iraniens emprisonnés à Berlin-Est.

Communiqué de  
L'UNION DES ÉTUDIANTS IRANIENS  
EN FRANCE

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevret  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

LA CÉLÉBRATION DU 2<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE  
DE LA FONDATION DE LA RASD

● Le 27 février dernier, les Sahraouis ont commémoré avec un faste sans précédent le 2<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la République Arabe Sahraouie Démocratique, dans les territoires libérés du Sahara contrôlés par le Front Polisario.

Cinquante délégations officielles et 310 ministres représentants des organisations internationales et des Associations étaient présents. Partout des banderoles dénonçant «l'intervention militaire française contre le peuple sahraoui, un défi à l'OUA».

La commémoration a été marquée par un important défilé des forces de l'Armée de Libération Populaire Sahraouie ; des unités à pied et motorisées, avec des treillis et un armement neuf ont défilé, suivis du

peloton des jeunes «pionniers» dont les manœuvres et le maniement d'armes ont soulevé l'enthousiasme de toute l'assistance. Ensuite, les révolutionnaires sahraouis ont présenté l'équipement militaire et les armes récupérées sur l'ennemi : canons de campagne, mortiers lourds et légers, mitrailleuses de tous calibres, lance-roquettes anti-chars, appareils de transmission, armes automatiques légères.

Enfin, 150 prisonniers capturés ces derniers

temps dans les différentes zones de combat, en Mauritanie, au Sahara Occidental et dans le Sud-Marocain ont témoigné, à la demande de la presse internationale, des bonnes conditions de captivité qui leur sont faites par les Sahraouis. Le secrétaire général du Front Polisario, Mohamed Abdelaziz Mahfoud, président du Conseil du Commandement de la révolution sahraouie a pris la parole pour rappeler le mot d'ordre défini par le 3<sup>e</sup> congrès du Front Polisario en 1976 : «Ni paix, ni stabilité sans le retour à l'indépendance totale» qui a été illustré par les victoires des sahraouis. Celles-ci ont amené les

forces annexionnistes marocaines et mauritaniennes à demander l'aide militaire de l'impérialisme français, «dont les armes ont fait couler le sang du peuple sahraoui au cours de l'année qui vient de s'achever». Le secrétaire général du Front Polisario a dénoncé l'impérialisme français à qui il a demandé «de cesser son intervention pour préserver les liens d'amitié avec le monde africain et arabe» tandis que Mohamed Lamine, premier ministre de la RASD a fait une déclaration à la presse, jugée comme une «ouverture» envers la France. Parlant des jaguars français en Mauritanie, il a déclaré : «Si le gouvernement français décide de les retirer, cela ne pourra être interprété que comme une bonne intention traduisant la volonté de la France de préserver la paix dans la région».

Soulignant les victoires militaires et les succès remportés par son peuple dont témoignent les nouvelles prises de position au niveau international en faveur de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, le secrétaire général du Front Polisario a exprimé «la gratitude du peuple sahraoui combattant, envers tous les peuples, tous les gouvernements, tous les mouvements de libération qui lui apportent leur soutien et leur amitié» en particulier l'Algérie.

## Nigéria

VISITE OFFICIELLE  
DE GUIRINGAUD A LAGOS

De Guiringaud est au Nigéria pour trois jours. Les entretiens avec Obasanjo, président du Nigéria vont porter sur la situation dans la Corne de l'Afrique, et en Angola, sur le conflit du Sahara et les relations entre la Libye et le Tchad.

L'impérialisme français a intensifié sa coopération économique, ces dernières années, avec le Nigéria, ancienne colonie anglaise. Ce pays est devenu le premier partenaire com-

mercial de la France en Afrique, tandis que la France est devenue son cinquième fournisseur avec 10 % de ses importations derrière la Grande-Bretagne (25 %) la RFA (16 %) les USA (14 %) et le Japon (11 %).

Le pétrole constitue 94 % des exportations du Nigéria. Il représente donc l'essentiel des importations de la France en provenance du Nigéria, ce qui déséquilibre les échanges au désavantage de la Fran-

ce d'un milliard de francs environ.

L'importance des investissements français dans ce pays est frappante : 2 milliards et demi de francs. Les plus grosses entreprises françaises sont présentes à Lagos et cherchent à consolider leurs positions.

Ainsi le Nigéria pays membre de l'OPEP, apparaît comme un pays que l'impérialisme français cherche à intégrer à sa politique africaine.

# 5<sup>e</sup> ASSEMBLÉE NATIONALE POPULAIRE DE CHINE

Depuis dimanche, se tient à Pékin la première session de la 5<sup>e</sup> assemblée populaire nationale de Chine. Selon l'agence *Chine Nouvelle*, les délégués, au nombre de 3 497, de la présente assemblée populaire, comprennent 26,7% d'ouvriers, 20,6% de paysans, 14,4% de membres de l'armée, 13,4% de cadres révolutionnaires, 15% d'intellectuels, 8,3% de personnalités patriotes et 1% de ressortissants chinois rapatriés. L'assemblée populaire compte 21,2% de femmes. Et les 54 minorités nationales de la République populaire de Chine, y sont représentées.

L'assemblée s'est ouverte avec la présentation du rapport de Houa Kouo-Feng, premier ministre du conseil des Affaires d'Etat; ce rapport intitulé: «*Unissons-nous et luttons pour édifier un puissant Etat socialiste moderne*» a été soumis aux délégués qui ont commencé à se réunir en groupes pour en discuter.

Rapportant le contenu du rapport du premier ministre Houa Kouo-Feng, l'agence *Chine Nouvelle* indique:

(...) «Depuis la 4<sup>e</sup> assemblée populaire nationale, a déclaré le premier ministre Houa Kouo-Feng, notre pays a traversé de rudes épreuves dans la lutte de classes et la lutte entre les deux lignes, qui se sont avérées aiguës et complexes. Sous la direction du Parti Communiste Chinois, notre peuple est finalement parvenu, après des épreuves de force violentes et renouvelées, à écraser la clique anti-parti de Wang Hong-Wen, Tchang Tchouen-Kiao, Kiang Tsing et Yao Wen-Yuan. Avec cette grande victoire, notre première grande révolution culturelle prolétarienne s'est achevée triomphalement; et la révolution et l'édification socialistes ont ainsi accédé à une nouvelle phase de développement dans notre pays» (...)

Plus loin, l'agence note: «Le premier ministre Houa Kouo-Feng a souligné que pour notre peuple, la première tâche de l'heure, et pour la période à venir, est toujours de mener jusqu'au bout la grande campagne de dénonciation et de critique

des quatre. L'approfondissement de cette lutte doit nous permettre de mieux distinguer ce qui est juste de ce qui ne l'est pas en matière de ligne; de bien remettre en ordre le travail dans les divers secteurs; de rétablir et de développer l'excellent style de travail du parti; de matérialiser jusque dans les unités de base la tâche de consolider la dictature du prolétariat; de promouvoir la stabilité et l'unité et assurer l'ordre dans tout le pays; cela en vue de conduire notre œuvre d'édification socialiste à un vaste essor dans tous les domaines; d'atteindre triomphalement notre objectif qui est d'enregistrer en trois ans des résultats considérables dans nos efforts pour bien gouverner le pays en faisant de la lutte de classes le pivot de tout notre travail; de consolider et développer les grands acquis de la grande révolution culturelle prolétarienne.

Dans son rapport, le premier ministre Houa Kouo-Feng a exposé en détail le plan grandiose que, conformément aux directives du président Mao, le premier ministre Chou En-Lai avait présenté à la 3<sup>e</sup> et à la 4<sup>e</sup>



assemblée populaire nationale et qui appelait à réaliser intégralement les quatre modernisations, avant la fin du siècle, de façon à porter notre économie nationale aux premiers rangs du monde (...)

Pour que le plan devienne une réalité, a-t-il souligné, l'essentiel est de maintenir fermement la ligne fondamentale du parti, de suivre la voie tracée par le président Mao pour l'édification du socialisme, et il faut prendre à cet effet des mesures énergiques afin de résoudre avec sérieux les problèmes touchant à l'ensemble de l'économie nationale (...)

*Chine Nouvelle* souligne aussi:

«Dans son rapport, le premier ministre Houa Kouo-Feng a fait remarquer que pour faire de notre pays un grand état socialiste, puissant et moderne, nous devons renforcer l'appareil d'Etat de dictature du prolétariat; faire pleinement valoir la démocratie populaire; consolider la grande union du peuple de toutes nos

nationalités; développer le front uni révolutionnaire; faire pleinement jouer tous les facteurs positifs».

«Avec le nouvel essor de l'édification économique, a dit le premier ministre Houa Kouo-Feng, apparaîtra un nouvel essor de l'édification culturelle. Nous devons enlever considérablement le niveau scientifique et culturel de toute la nation chinoise, pour que les masses travailleuses maîtrisent les techniques de production et les connaissances scientifiques modernes; dans le même temps, il nous faudra former un immense contingent d'intellectuels de la classe ouvrière. Le premier ministre Houa Kouo-Feng a souligné la nécessité de porter notre pays aussi vite que possible au niveau de la science et de la technologie modernes constamment en progrès, et de mettre fin rapidement au retard de notre science et de notre technique. Nous devons, a-t-il ajouté, appliquer correctement le principe de et de la combiner avec le travail de production, et

mener à bien la révolution dans l'enseignement (...)

Au sujet de la partie du rapport concernant la situation internationale, l'agence *Chine Nouvelle* écrit notamment:

«Parlant de la situation internationale, le premier ministre Houa Kouo-Feng a indiqué que l'essor sans précédent de la lutte des peuples du monde contre les deux superpuissances, Union soviétique et Etats-Unis, notamment contre le social-impérialisme soviétique, et le vaste déploiement du front uni international contre l'hégémonie, ayant le Tiers Monde comme force principale, constituent un trait marquant de l'excellente situation internationale» (...)

«Avant de terminer son rapport, note *Chine Nouvelle*, le premier ministre Houa Kouo-Feng a notamment souligné que le grand drapeau du président Mao est celui qui conduit notre peuple multinational pour lutter dans l'unité et continuer la révolution, un drapeau toujours victorieux» (...)

## ITALIE

A l'unanimité les parlementaires démocrates chrétiens ont accepté les propositions d'Andreotti: que le PCI soit associé à l'élaboration du programme de gouvernement mais pas au gouvernement. Encore ce programme ne devrait remettre en cause aucun des aspects de la politique étrangère, ni les structures essentielles de l'économie.

## NICARAGUA

Après le massacre opéré par l'armée à Masaya, un mot d'ordre de grève générale a été lancé par l'opposition. Le massacre de Masaya dont l'armée avait perdu le contrôle lundi a fait des centaines de morts. Le quartier indien a été pratiquement détruit par les bombardements.

## ALLEMAGNE

Avec quatre éclats de balles dans la tête, Sonnenberg, membre de la fraction armée rouge comparaitra devant le tribunal de Stammheim à partir de mercredi. Il a été reconnu inapte à suivre les débats par les médecins. Si la justice allemande condamne également les bien portants: six mois de prison ferme pour n'avoir pas condamné l'exécution du juge Buback ont été infligés à une journaliste du KBW. Pour le procès de Croissant Maître Nordmann pourra finalement plaider après avoir été récusé par le tribunal de Stuttgart.

## Révolution et production dans la petite brigade de Tatchai (1)

Correspondance de Pékin

Nous avons vu à Tatchai des réalisations remarquables dans le domaine de la production. Nous avons également débattu avec des responsables locaux des raisons de ces succès. «*Tout ce que vous avez vu est le résultat de la ligne révolutionnaire*», nous a dit le vice-président du comité révolutionnaire de Tatchai, membre de la cellule locale du parti.

Certains diront que la petite brigade de Tatchai, qui compte 90 familles et 470 habitants, n'est pas la Chine. C'en est l'un des points les plus avancés. Mais, c'est l'exemple proposé aux 700 millions de paysans chinois. D'ici 1980, le tiers des districts chinois doivent être de type Tatchai. C'est dans cette voie que les paysans de Chine se sont engagés.

La brigade de Tatchai est située à 600 km au sud-ouest de Pékin, dans les Monts Taiang, dans la province du Chensi. «Nombreux sont les rochers Hautes sont les collines Une fois sorti de chez soi On efforce d'escalader» Cette anecdote complémente des paysans donne une idée exacte

de la région. Le relief tourmenté y est tout à fait comparable à la bordure sud-est de notre Massif Central français: des vallées étroites encaissées dans des collines rocaillieuses, peu d'espaces verts.

Sur la route qui nous conduit à Tatchai, la terre rouge argileuse, apparente sur les collines pelées et entaillées, donne une impression de sécheresse, renforcée par les feuilles de maïs jaunies, non encore moissonnées. Mais, en y regardant de plus près, on peut nettement distinguer des murs de pierres brunes qui s'étagent sur les flancs des collines, des rigoles, au soleil, qui quadrillent les champs. Des buttes témoins de plusieurs dizaines de mètres de haut, au sommet desquelles sont perchés des poteaux télégraphiques, se dressent çà et là au milieu de petites plaines aménagées pour la culture. Tout cela atteste de la marque du combat des paysans d'ici contre la nature. Puis, les premières équipes de travail apparaissent dans les champs. Elles s'activent aux moissons des derniers maïs,

aux premiers labours d'automne ou à l'aménagement de canaux d'irrigation. Des attelages de bœufs côtoient des tracteurs dans les champs agricoles; alors qu'ici on creuse à la pelle et à la pioche de nouveaux canaux, là des bulldozers défoncent des collines.

### TATCHAI: LE PAYS AUX 7 RAVINS ET 8 COLLINES

Le vice-président du comité révolutionnaire Kia-Lai Heng nous présente la brigade. «*Notre brigade comprend 470 personnes, parmi lesquelles 165 hommes et femmes capables de travailler*». A nos pieds s'allonge, le long d'une rue centrale bordée d'arbres, l'ensemble des maisons en pierre d'un étage. «*En 1963, une crue terrible provoquée par une pluie torrentielle de sept jours nous a contraints à reconstruire toutes les maisons. Nous avons dû travailler de jour pour reconstruire les champs et la nuit pour les maisons. 40 pour cent des paysans ont habité dans des grottes creusées à même les*

collines. En dessous des maisons actuelles un tunnel souterrain canalise les eaux de pluie». A quelques pas des maisons, l'aire de battage des céréales où s'empilent des rangées de maïs jaunies illumine le village. «*Elle se trouve, poursuit Kia, sur l'emplacement d'une colline que nous avons aplanie. Nous avons déplacé 200 000 m<sup>3</sup> de terre sans demander un seul sou à l'Etat*». Puis se tournant vers les collines il continue: «*Nous avons aménagé 24 ravins, 17 petits et 7 grands*». Des hauteurs de la «*Tête du Tigre*» (point culminant de 1 200 m) descendent en terrasses successives un ensemble de ravins qui convergent vers l'entrée du village. Ces terrasses sont de véritables petites plaines entièrement aménagées qui s'étendent parfois sur plus d'un hectare. Les sommets des collines bordant les ravins ont été rabotés et de petites terrasses plus étroites grimpent vers les hauteurs.

Dans une région au sol rocaillieux où la couche de terre arable était mince, où la sécheresse sévissait 9 années sur 10, où les sources d'eau étaient

rare, un début de prospérité a pu être créé. Ayant arasé les collines, comblé les ravins, canalisé l'eau sur plusieurs kilomètres (80 % des terres sont aujourd'hui irrigables) les paysans organisés collectivement atteignent des rendements de 9 ha pour les céréales avec 2 récoltes par an.

Comment ces résultats ont été obtenus? C'est ce que le vice-président Kia nous a expliqué au cours d'un entretien de plusieurs heures au cours duquel il a répondu à nos questions.

Au cours d'un banquet offert par la brigade, il nous a dit: «*Puis-je vous rappeler amis étrangers qu'un tel banquet ne vient pas tout seul! Nous profitons aujourd'hui de plus de 25 années de lutttes contre le capitalisme et le révisionnisme, et de lutttes contre la nature*». C'est ce que le vice-président nous a développé le lendemain, évoquant certaines des lutttes les plus aiguës de la brigade.

(à suivre)

Elections, promesses... Il n'est pas un parti, parmi les grandes et petites formations bourgeoises, qui ne sacrifie, plus que jamais, à la tradition. Dans le fatras des chiffres et des mots, nous allons à partir d'aujourd'hui, tâcher d'y voir plus clair, de confronter les paroles de ces messieurs à la réalité de leurs actes, de mesurer ce qu'elles révèlent parfois de leurs réels projets, de découvrir le double langage qu'ils empruntent. A tout seigneur tout honneur : c'est par le superman de l'austérité, le professeur Barre, que nous ouvrons aujourd'hui cette publication.

# 12 mars : En lisant leurs programmes : DES CHIFFRES ET DES MOTS

## GISCARD-BARRE : LES MAÎTRES-CHANTEURS DE «L'EFFORT»

«Changement I». Il y a quatre ans, Giscard chargeait l'électorat, monté sur ce cheval de bataille. Et cela devait donner le vote à dix-huit ans, la loi restrictive sur l'avortement, et quelques autres bricoles sorties toutes chaudes du programme commun de la gauche.

«Changement II» Quatre ans plus tard, le mot se traduit en centaines de milliers de chômeurs, en quadrillages policiers sans précédent, en chute vertigineuse du pouvoir d'achat. Giscard formait ouvertement le droit de vider le programme de l'opposition de tout contenu, de l'affaiblir ainsi suffisamment pour récupérer ensuite tout ou partie du PS. Aujourd'hui, bien que la crédibilité des propositions du PS et du PCF soit sérieusement atteinte, celle du président de la République l'est encore plus.

Désormais, tandis qu'il continue à jouer sur sa petite flûte l'air du «libéralisme avancé», il fait battre par Barre la grosse caisse des privations et de la misère. En même temps, celui-ci a été chargé du péri eux exercice de présenter le programme giscardien pour la prochaine législature. Ce qu'il a fait sous quatre titres que nous examinons.

Barre a présenté le 7 janvier à Blois les «objectifs d'action pour les libertés et la justice» élaborés par son gouvernement sous la houlette de Giscard. 110 propositions, regroupées sous 4 thèmes :

- Des citoyens libres et protégés
- Le progrès économique au service de l'emploi.
- La solidarité au service de la justice sociale.
- Elever la qualité de la vie en France.

Les titres sont autant de provocations pour les travailleurs qui ont pu juger la politique menée par ces hommes là.

### «La solidarité au service de la justice sociale»

#### LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS

Au 1<sup>er</sup> janvier 1978 (dans l'industrie et le commerce), un travailleur sur deux gagne moins de 2 900 F par mois, une travailleuse sur deux gagne moins de 2 100 F par mois le salaire moyen des OS est de 2 570 F pour les hommes, et de 1 930 F pour les femmes.

Inégalités de revenus ? Les statistiques officielles confirment ce que tout le monde peut constater :

2 500 000 vieux travailleurs ne touchant que le minimum vieillesse sont condamnés à survivre avec 30,16 F par jour.

A l'opposé, 500 000 cadres supérieurs gagnent en moyenne 9 850 F par mois

En 1974, le revenu imposable moyen des 10 400 plus gros contribuables était de 58 100 F par mois.

D'après les estimations officielles, les écarts de revenu parmi les paysans sont au minimum de 1 à 33.

Qu'a fait Giscard pour changer tout cela ?

La fiscalité ? Les commerçants, professions libérales... dont on estime officiellement qu'ils ne déclarent que la moitié de leur revenu, peuvent maintenant bénéficier de l'abattement de 20% réservé jusqu'à aux seuls salariés. Un travailleur célibataire, payé au SMIC, paye en 1977 50 % d'impôts de plus qu'en 1974. Les impôts sur la consommation restent toujours aussi importants lun OS paie en moyenne 7 000 F d'impôts indirects par an, alors que les sociétés ont bénéficié de nouveaux avantages : une société sur deux, les 3/4 de celles faisant moins de 500 000 F de chiffre d'affaires, ne paie pas d'impôts.

Les cotisations de Sécurité Sociale ? Elles ont

été régulièrement augmentées, tandis que les remboursements étaient réduits.

Les allocations familiales ? Elles ont continué à progresser moins vite que les salaires, alors que les cotisations leur sont proportionnelles.

Les femmes ?

Des femmes ministres, une secrétaire d'Etat à la Condition féminine ne peuvent faire oublier la réalité :

- une législation sur l'avortement restrictive, prise sous la pression des luttes, qui n'est pas appliquée et qui, de plus, n'est prévue que pour une durée de cinq ans
- le chômage, qui touche massivement les femmes (55% des chômeurs sont des femmes)
- la condamnation aux emplois les moins bien payés (telles gagnent en moyenne 50 % de moins que les hommes)

Et ce que propose maintenant Barre, c'est seulement le travail à temps partiel, les stages... autant de moyens d'inciter les femmes à renoncer à travailler pour diminuer les chiffres du chômage.

### «Elever la qualité de la vie»

Il s'agit en quelque sorte de reconnaître un nouveau droit individuel, celui de vivre dans un milieu physique et social permettant l'épanouissement de la personnalité. (Giscard 29 oct. 75)

Les déclarations ronflantes sur le thème de la qualité de la vie n'ont pas manqué non plus. Ne pouvant constamment consommer plus, il ne restait plus qu'à essayer de les persuader qu'ils pouvaient vivre aussi bien dans l'austérité.

Les faits, là encore, sont éloquents :

- les accidents mortels du travail restent toujours aussi nombreux (plus de cinq par jour), plus de 8 000 travailleurs en ont été victimes depuis 1974,
- le montant total des dépenses de l'Etat consacrées à l'environnement décroît régulièrement : il est passé de 0,7 % à 0,4 %, et en francs constants, il a diminué de 24 % de 74 à 77. Et encore, sont comptabilisées dans ces dépenses les sommes destinées à la construction des barrages de Naussac et Villerest refusés par les habitants de ces régions.

Pendant le même temps le gouvernement a entrepris la mise en œuvre accélérée de son programme nucléaire, contre la volonté des populations concernées.

Plus d'un ouvrier sur trois travaille en équipe.

Le nombre des logements construits a diminué régulièrement depuis 1974, et plus particulièrement le

	74	75	76	77
Nombre de logements construits	550 000	516 000	492 000	470 000
dont HLM	172 500	165 600	147 900	

### «Des citoyens libres et protégés» : l'escalade de la répression.

S'il est un domaine dans lequel le gouvernement n'a pas été avare de réformes ni de crédits, c'est bien la répression. Et pourtant, l'héritage laissé par Maccellin et consorts était déjà conséquent.

Escalade de la répression contre les droits des travailleurs : plus d'une centaine de boîtes occupées ont fait l'objet d'interventions policières, avec ou sans l'aide de milices patronales ; interdiction de manifestations (Malville...) procès intenté contre les syndicalistes ou des organisations syndicales pour faits de grève (Renault, Air France, EDF...) arrestations de 35 militants syndicalistes accusés d'atteinte au moral de l'Armée en décembre 75 ; le dossier s'avère vide, mais des centaines de personnes auront été

interpellées, des locaux syndicaux perquisitionnés.

Mise en place, à l'instar du modèle allemand, d'un dispositif de quadrillage policier s'appuyant sur des campagnes d'intoxication et de délation, et intégré au niveau européen. Ce dispositif, testé avec l'affaire Schleyer, a été depuis rodé, notamment lors de la disparition du baron En-pain.

Forte de l'impunité, la police multiplie les «bravures» : au moins une dizaine de personnes les ont payé de leur vie, depuis quelques années.

Remise en cause du droit d'asile politique, avec l'expulsion de nombreux réfugiés politiques, et dernièrement la livraison de K. Croissant aux suicidés de Stammheim.

De l'autre côté les patrons restent toujours à l'abri de la justice. Malgré

l'incarcération de quelques uns d'entre eux, vite relâchés, la justice reste d'une grande mansuétude à leur égard. Par exemple : deux entreprises sur trois ne sont jamais contrôlées par l'inspecteur du travail ; 3,6 % seulement des infractions constatées donnent lieu à procès-verbal ; 1,3 % seulement de ces procès-verbaux donnent lieu à condamnation, et seulement une amende sur 4 atteint le taux minimum fixé par la loi ! Des mesures nouvelles ont encore réduit les possibilités d'intervention des inspecteurs du travail, et déchargé la responsabilité personnelle des patrons.

Enfin les travailleurs immigrés ont fait l'objet de mesures particulièrement dures ; visent à la fois à restreindre l'immigration, à dissuader les travailleurs immigrés de rester en

France, et à renforcer le contrôle exercé sur eux par la police et l'administration. Circulaire Dijoud en juillet 74, suppression des cartes de séjour permanentes en novembre 75, restriction de l'immigration familiale le 29 avril 76, enfin mesures Stoléru le 29 septembre 1977. Les expulsions connues augmentent : 2 709 en 74, 3 715 en 75, 4 000 en 76, et maintenant s'accompagnent le plus souvent de l'incarcération dans des centres tels qu'Arenç.

Les campagnes racistes, que le gouvernement laisse se développer quand il ne les suscite pas, se traduisent par la multiplication des attentats contre les travailleurs immigrés, dont les auteurs sont rarement retrouvés, et quand ils le sont, blanchis par la justice.

### «Le progrès économique au service de l'emploi» : un tunnel dont on ne voit pas la fin.

A peine installé à l'Elysée, Giscard a dû affronter la crise qui touche la France à l'été 74. D'abord nide par Giscard et la bourgeoisie, la crise devient assez vite le thème d'une campagne de propagande pour faire accepter de nouveaux sacrifices aux travailleurs, dans le cadre d'une «nouvelle croissance». Les plans de «relance» succèdent aux plans de «redressement» qui succèdent eux-mêmes aux plans de «redressement». A chaque fois la fin de la crise est promise pour bientôt, en échange de nouveaux sacrifices ; elle est même annoncée plusieurs fois... pour être repoussée à plus tard. Au point que, rendu prudent par ces échecs successifs, Barre ne prétend plus déboucher aussi rapidement.

Finis également les oripeaux du «changement» sous lesquels se dissimulait la politique de crise. Le plan Barre, c'est l'affirmation nette et brutale du blocage des salaires, des licenciements, de la volonté de regonfler les profits.

Pourtant la production n'a toujours pas retrouvé le niveau atteint au début de 74, le déficit du commerce extérieur reste important, le franc est toujours fragile.

Est-ce donc si étonnant ? Face à la poursuite de la crise, la bourgeoisie française a eu les mêmes réflexes que ses semblables des autres pays impérialistes : sauvegarder ses profits en concentrant le capital dans les branches les plus rentables et les plus avancées technologiquement, redoubler d'efforts dans la bataille pour les marchés étrangers, renforcer l'exploitation de sa propre classe ouvrière, et le pillage des pays du Tiers Monde.

### Le chômage

S'il est un domaine qui montre la faillite du système capitaliste, c'est bien celui de l'emploi : 1 600 000 chômeurs, un jeune de moins de 25 ans sur cinq, 11 % des femmes ne trouvent pas de travail ; plus d'un million de journées de chômage partiel en 77, la durée moyenne du chômage s'accroît régulièrement et atteint maintenant 10 mois. 41 % des chômeurs ne perçoivent aucune allocation, 19 % ne perçoivent que l'aide publique, (370 F à 450 F par mois), et seulement 12 % perçoivent les 90 % du salaire antérieur. Et encore il faut souvent attendre 3 à 4 mois pour toucher le premier versement.

Giscard s'est d'abord déployé en promesses («le gouvernement fera tout le nécessaire pour maintenir en France un haut niveau d'emploi comme je m'y suis engagé pendant la campagne présidentielle» 27 août 74), reconnaissant même la gravité du chômage (à mon avis nous avons atteint le seuil critique en matière de chôma-

de 74, le déficit du commerce extérieur reste important, le franc est toujours fragile.

Est-ce donc si étonnant ? Face à la poursuite de la crise, la bourgeoisie française a eu les mêmes réflexes que ses semblables des autres pays impérialistes : sauvegarder ses profits en concentrant le capital dans les branches les plus rentables et les plus avancées technologiquement, redoubler d'efforts dans la bataille pour les marchés étrangers, renforcer l'exploitation de sa propre classe ouvrière, et le pillage des pays du Tiers Monde.

Dans cette foire d'empoigne, où la concurrence a été ainsi accentuée, la France n'est pas la mieux placée. Comment pourrait-elle rivaliser avec les deux super puissances dans la conquête des marchés ? Ou même avec la RFA qui a une industrie 60 % plus importante que la nôtre ? Si la bourgeoisie française a, dans un certain nombre de domaines, maintenu ses positions, la classe ouvrière l'a payé cher.



Mai 74 : «une croissance moyenne d'environ 5% du produit national est vraisemblable durant les prochaines années». «Croissance de la production intérieure brute (correction faite de la hausse des prix)

28 novembre 74 : «L'objectif du gouvernement pour 1975, c'est un nouvel accroissement de la production française, ce n'est pas un recul, ce n'est pas une stagnation».

23 avril 76 : «En 1975 l'économie française était dans une crise profonde».

4 décembre 75 : «La creux de la vague est derrière nous».

25 mai 76 : «La reprise de l'activité économique signifie la fin de la crise».

7 février 77 : «L'année 76 a été difficile pour la France».

27 mai 77 : «Il reste à faire sortir la France de la crise».

8 juillet 77 : «La France sortira de la crise à la fin de l'année».

### Les prix

de droits sociaux ou syndicaux...

Il y a peu de sujets qui ont fait l'objet d'autant de déclarations gouvernementales, pour affirmer que «maîtriser les prix est indispensable», et pour promettre que «maintenant c'est de la sérieuse, on va y arriver».

L'inflation est une maladie chronique du système capitaliste. La crise, en agissant les contradictions qui le mine, n'a fait que l'accélérer, en particulier dans les pays où la bourgeoisie ne dispose pas d'autres moyens plus efficaces pour résoudre les contradictions à son profit. C'est le cas de la bourgeoisie française qui, contrairement aux USA, ne

peut manipuler le système monétaire, ou à la RFA, ne peut aussi facilement faire accepter à la classe ouvrière un blocage des salaires. Que peut-on attendre maintenant du «retour aussi rapide que possible à la liberté des prix», ou de la «politique de vérité des tarifs publics» prévus dans le programme de Blois ?

La crise n'a fait que porter à un niveau inconnu auparavant une évolution engagée de longue date (le chômage croît très régulièrement depuis 15 ans).

Progressivement, c'est toute une nouvelle politique de l'emploi qui se met en place : généralisation du travail intérimaire, des stages bidon, du travail à temps partiel, de l'apprentissage... Une masse importante de travailleurs, jeunes et femmes surtout, se trouve ainsi marginalisée, réduite à de «petits boulots», constamment disponibles, licenciés à merci, ne disposant d'aucun droit, contraints à accepter les pires conditions avec un «salaire» qui leur permet tout juste de survivre.

### Les salaires

Au nom de l'effort nécessaire pour payer la «facture pétrolière», puis au nom de la lutte contre l'inflation, les travailleurs ont été appelés à se serrer la ceinture.

Et de fait il a réussi partiellement, puisque la

Hausse des prix (décembre à décembre)	74	75	76	77
Indice INSEE	15,2 %	9,6 %	9,9 %	9 %
Indice CGT	17,4 %	14,2 %	12,6 %	11,1 %

On est loin de l'objectif de 6,5 % que Barre s'était fixé pour 1977 !



# Dans la bataille, avec les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

## UNE SEMAINE DE CHÔMAGE PAR MOIS, DES MILLIERS DE LICENCIEMENTS

Moselle 3<sup>e</sup> circonscription  
**Alphonse LAUX**  
 Sidérurgiste retraité



Alphonse LAUX, 65 ans, sidérurgiste retraité. C'est de 1936, lors de sa participation au grand mouvement gréviste qui traverse notre pays, que date la prise de conscience d'Alphonse. Il décide alors d'entrer à la CGT.

Après la libération, en avril 1947, face au danger du RPF il décide d'adhérer au PCF, parti dont il n'avait été jusque là qu'un sympathisant. Travaillant alors dans la région parisienne, il devient secrétaire de section à la propagande et à l'éducation. De retour en Moselle, en 1950, travaillant à Sacilor Rombas, il participe à la réorganisation du PCF dans la région. Dès ces années 1950, il a à se battre, dans les rangs du PCF contre le sectarisme, l'esprit de clique et l'opportunisme de droite. En 1976, il décide de rompre avec ce parti pour rejoindre les communistes révolutionnaires. Il reste avec les camarades retraités, un militant syndical actif. Membre du comité d'initiative nationale de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la démocratie prolétarienne, il apporte avec enthousiasme sa riche expérience et sa contribution militante pour la constitution du comité d'initiative sur Thionville.

Suppléant : François INTROVIGNE  
 Ouvrier métallurgiste

François Introvigne, 23 ans, marié, un enfant. Ouvrier métallurgiste dans une petite entreprise de la vallée de la Fensch il est militant syndical actif. En juin 1976, il a participé aux côtés de ses camarades de travail à une grève victorieuse de 21 jours pour l'augmentation des salaires.

Moselle 6<sup>e</sup> circonscription  
**Pierre BRUNE**  
 Enseignant



Professeur en CET, âgé de 31 ans, marié, père de deux enfants. En 1974, aux côtés des mineurs de Faulquemont, il participe activement au soutien à la lutte. En 1976, il contribue à faire la vérité sur la catastrophe au puits V, menant avec les mineurs l'enquête qui établira l'accablante responsabilité de ce système.

Aux jeunes du peuple avec qui il est en contact, futurs ouvriers, le plus souvent futurs chômeurs, il a le souci de répondre à toutes les questions que ceux-ci se posent : l'école, le chômage, les accidents du travail... en traçant la voie de la lutte, la voie du socialisme.

Suppléant : Joseph WILHEM  
 Retraité

A 62 ans, il est aujourd'hui retraité de la mine. Silicosé, il a connu les dures conditions de travail au fond et leurs conséquences sur la santé des mineurs.

Il est de toutes les initiatives des mineurs, contre l'exploitation des Houillères et les menaces de fermeture.

Aujourd'hui, il poursuit la lutte contre la crise et contre le capitalisme, car, pour lui, il est clair que « ce n'est pas la mine qui est périmée, c'est le capitalisme ! ».



THIONVILLE :  
 LE DOMAINE DES DE WENDEL

— **SACILOR** : Chaque année 19 millions de tonnes de minerai de fer, 4 millions de tonnes de fonte, 5 à 6 millions de tonnes d'acier.

— **SOLLAC** (filiale de Sacilor) : Plus de 3 millions de tonnes d'acier, 2 millions de tonnes de tôles par an (en particulier pour l'automobile).

Thionville Ouest, ce sont aussi les hauts fourneaux de Saulnes et Uckange, et toutes les entreprises de sous-traitance (plus de 500) qui dépendent plus ou moins directement de la sidérurgie.

Le « plan acier » signé le 3 juin qui prévoyait la suppression de 13 500 emplois dans la sidérurgie, dont 9 200 pour Sacilor-Sollac avant le printemps 1979 est très en-dessous de la réalité. Les 4 000 emplois supprimés en 1977 à Sacilor-Sollac devront être multipliés par deux pour atteindre 12 000 licenciements en 1979 ! Et chaque jour, c'est une nouvelle petite entreprise qui ferme.

La restructuration est commencée depuis 1967, et le plan Dherse de 1972 avait déjà supprimé 12 500 emplois. Et pendant qu'on liquide des « vieilles installations », on en modernise d'autres, on crée une aciérie LWS et la coulée continue...

POUR LA SAUVEGARDE  
 DE LEUR EMPLOI

Des luttes, il y en a eu, dans de nombreux secteurs de la sidérurgie et dans les usines de sous-traitance : les ouvriers se Sotracomet, de Soloci, de Filiod, de Siff, de Lemford ont occupé leurs entreprises, et aujourd'hui ce sont ceux de la Sexial qui occupent depuis le 23 novembre et se battent pour sauver leur emploi.

Les travailleurs, les sections combattives se heurtent dans les syndicats aux tenants du PS et du PCF. Chaque fois, la tactique est la même : empêcher que les luttes s'unissent, s'étendent.

En 71 déjà, le PCF déclarait : « Attention, ne tombez pas dans le piège des patrons pour vous faire entrer dans la lutte et faire perdre les élections à la gauche (Voix de la Moselle - 19 novembre 71). En 1977, il organisait... un référendum sur les nationalisations (qu'ils ont promis de réaliser s'ils sont au gouvernement). Et comme le disait Ségué, à Thionville, le 26 avril 77, en pleine lutte des sidérurgistes d'Usinor Thionville : « La CGT ne mène pas de luttes inutiles ».

PC CONTRE PS :  
 BATAILLE DE CHIENS

Profitant du discrédit de la droite, les municipales avaient vu la gauche enlever pratiquement toutes les communes importantes. Elles avaient aussi mis en relief la rivalité opposant le PCF et le PS. Dans les vallées sidérurgiques de l'Orne et de la Fensch, les rapports entre les deux partis sont mauvais depuis longtemps. A Nilvange, le PS n'a pas accepté de candidats PCF sur sa liste, à Moyeuve la liste du député maire PCF, Depietri et celle du PS Drouin se sont rudement affrontées. Or les 2

hommes sont de nouveau adversaires en mars.

Le PCF cherche coûte que coûte à conserver le siège de Depietri, ce à quoi il devrait arriver, d'autant plus que « l'enseignant » Drouin, soutenu par le CERES est loin de faire l'unanimité au sein du PS (un comité de soutien s'est formé dans la vallée de la Fensch pour réclamer la candidature de Madeleine, maire-conseiller général de Nilvange). Quelles que soient les consignes de vote au 2<sup>e</sup> tour, il y aura des problèmes de reports de voix !

La droite tirera-t-elle profit de cette querelle ? Il ne semble pas, car à son discrédit, elle ajoute elle aussi, ses divisions. Arnould, maire de Florange (une des rares communes que la gauche n'a pu enlever aux municipales), président départementale du PR, soigne son image de marque de « brave homme qui ne fait pas de politique », pour faire oublier qu'il est ex-ingénieur de la maison De Wendel, et que sa candidature ressemble étrangement à une « mission commandée » (c'est une vieille pratique des barons de l'acier de placer ses hommes partout). Il espérait reprendre son fauteuil perdu en 73, mais vient de voir arriver Gauthier, RPR, conseiller municipal d'Hayange.

On peut dire que les travailleurs ne se retrouveront pas dans ces « combats » et que l'affrontement « nationalisations » du PCF et « prise de participation majoritaire de l'Etat » du PS ne répond pas à leur problème.

Faire le bilan des échecs enregistrés dans la lutte contre les premières mesures de licenciements, populariser les succès des travailleurs de Sotracomet, de Soloci, montrer qu'une alternative est possible, voilà la tâche que s'est fixée l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne, pendant la campagne.



# et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

## LE HAUT PAYS DUREMENT FRAPPÉ PAR LA CRISE

L'histoire du Haut Pays est celle de l'homme de fer. C'est celle d'une région au sous-sol riche, où depuis le 19<sup>e</sup> siècle on transforme la terre rouge, la minette lorraine en acier. Dès le début du siècle, les maîtres de forges importent massivement de la main d'œuvre immigrée, polonaise et italienne d'abord (1920) maghrébine ensuite (1945). Ces travailleurs immigrés, dont certains fuient le fascisme italien, sont le fer de lance des luttes dans la région contre l'exploitation capitaliste dans les mines et les usines sidérurgiques. C'est l'époque du développement et de l'organisation du PCF. Cette image de parti des travailleurs, de parti des luttes, le PCF la renforce durant la Résistance.

Après la période du « retracez vos manches », en 48, le PCF profitant du mécontentement des sidérurgistes, se met en avant et déclenche des luttes dans le cadre de sa rivalité avec les « socialistes » de la SFIO qui viennent de l'évincer du gouvernement. La riposte, c'est les CRS du « socialiste » Jules Moch qui essaient de déloger les grévistes occupant Micheville.

Avec l'avènement du gaullisme, le Haut Pays va durement payer le redéploiement de l'impérialisme français. Début des années 60 : fermeture de mines de fer, à Aubrives Villerupt, au Puits de Trieux, à la Mourière, à Piennes... C'est le choix impérialiste du minerai exotique moins cher et plus riche que la minette lorraine. Dans la logique de ce choix, venait ensuite la fermeture de Hauts Fourneaux, de fours Martin et d'unités de production complètes : Mont St Martin, Saulnes, Pont-à-Mousson, Aubrives à Villerupt. Pour le bassin, cela représente 5 000 emplois supprimés.

Les travailleurs ont riposté comme les mineurs de Trieux, comme les sidérurgistes en 67. Mais ces luttes ont été dévoyées par un PCF uniquement soucieux d'investir les conseils municipaux, les conseils généraux et autres postes parlementaires. A chaque fois le PCF utilise le mécontentement de la classe ouvrière pour obtenir de nouveaux sièges, pour avoir de nouveaux élus. Le patronat sidérurgique n'y verra pas d'inconvénient puisqu'il aura le champ libre pour imposer ses plans successifs de liquidation de la sidérurgie lorraine.

67 : 5 000 emplois supprimés.  
 71 : 15 000 et aujourd'hui plus de 20 000. En 67 et 71 Villerupt principalement est touché, perdant 7 000 emplois (Aubrives et Micheville). Aujourd'hui c'est Longwy que les patrons veulent réduire à un désert : La Chiers, Usinor-Tôlerie, Rehon Providence ! Et pour un emploi supprimé dans la sidérurgie, trois emplois disparaissent, en comptant les entreprises de sous-traitance, d'entretien, de service, etc.

A Longwy, il y a 3 000 chômeurs inscrits, des centaines et des centaines d'ouvriers qui passent la frontière pour aller travailler au Luxembourg. En même temps, les accidents du travail se multiplient : 25 travailleurs assassinés depuis 74 rien que dans les usines de Longwy.

Face au plan de 20 000 suppressions d'emplois, la seule préoccupation du PCF a été de mener campagne pour la nationalisation de la sidérurgie avec son référendum-bidon qui, en fait, était une arme dans la polémique contre le PS. Profitant de sa présence dans les syndicats, il s'est opposé à toute mobilisation des travailleurs. Devant l'usine de la Chiers-Longwy, alors que les ouvriers attendaient des propositions de lutte, le PC avec son candidat Porcu, entamait une dispute publique sur le thème : « nationalisation ou prise de participation majoritaire de l'Etat ».

Parmi les candidats, certains sont bien connus dans le bassin. Citons Porcu, permanent du PCF, « candidat ouvrier » qui n'a pas mis un bleu de travail depuis 1/4 de siècle. Porcu, c'est cet individu qui : — En 72, demande aux travailleurs de ne pas lutter et d'économiser leurs forces pour bien voter en 73.

— Appelle la police à intervenir contre une organisation marxiste-léniniste, parce qu'elle s'oppose au Programme commun.

UNE DROITE  
 MISE EN ACCUSATION

Le turlupin JJSS est élu député de la 1<sup>ère</sup> circonscription en 1970 à l'issue d'une bruyante et fort coûteuse campagne à l'américaine, grâce surtout à la publicité tapageuse du journal local « Répugnance » comme certains le nomment. JJSS entretenait alors chez les gens quelques illusions de réforme et de pouvoir régional, y compris auprès d'un certain nombre de travailleurs.

Aujourd'hui, les choses ont bien changé ! La nervosité dont il fait preuve dans

les débats politiques et le mépris de classe affiché récemment à la télévision ne lui permettent pas d'être optimiste sur l'issue de la consultation électorale. Si JJSS a le soutien de l'UDF, il doit aussi tenir compte d'un autre candidat de droite, le notable local, Huriet, médecin réactionnaire qui a, on s'en doute, le soutien du RPR. Le risque vient aussi de la gauche. Le PCF, surtout, croit son heure venue. Préparée de longue date sur la circonscription, sa campagne avait déjà démarré par des prestations d'envergure nationale. On avait retransmis le discours de Marchais à Pompey. Puis on a vu Colpin s'exprimer sur les problèmes de la sidérurgie, et encore Marchais à Nancy pour le meeting régional du PC. Si Favaro, poulaïn du PC n'a pas été chanceux aux dernières municipales, il a le bon profil pour être député : dirigeant fédéral, permanent, membre du CC, ancien responsable à la JC, cet homme d'appareil se présentera malgré tout comme « chaudronnier ».

La bataille risque d'être serrée entre les 2 partis de gauche. Car si le PC bénéficie d'une implantation encore plus importante dans le secteur de Pompey, il ne doit pas oublier le candidat du PS, Tondon, conseiller général depuis peu à Pont-à-Mousson.

La résistance principale que rencontre le PC, vient des travailleurs. Comme l'indiquait un ouvrier métallurgiste, adhérent du PC dans une récente réunion publique de l'UOPDP : « Même avec la gauche, c'est toujours l'ouvrier qui paiera le chômage ». En effet, qu'a fait le PC contre les licenciements dans la sidérurgie ? Si ce n'est son référendum sur les nationalisations. « On nous a fait mijoter jusqu'aux

suppléments de la liste municipale en 71, c'est lui qui recueille le moins de voix. Par prudence on ne le représente pas aux municipales de 77 à Longwy.

Aux législatives de 73, il a été battu de 63 voix par le MRG, Drapier. Gageons que le PCF mettra toute son énergie à gagner la revanche.

Letort, candidat du PS, a bien du mal à définir une attitude conséquente en face du PCF qui ne le ménage pas, y compris au niveau de la gestion municipale. (En 73, Letort avait 15 %, et Porcu 30 %).

Labbé, se réclamant de la majorité présidentielle (UDF-PR) est d'une famille où on est patron de père en fils. Liquidateur de Saulnes, licencié à son usine de Gorcy, il se prétend sauveur du Haut Pays. Lui aussi se heurte à une candidature parachutée du RPR (Delivret), médecin de l'armée colonialiste en Indochine, médecin du travail à l'usine de la Chiers Longwy depuis 1 an et demi, et prétendant au titre de « médecin des travailleurs ».

Discute fraternellement avec les petits patrons licenciés et leur propose de prendre la carte PCF.

En tête, pourtant, de la liste municipale en 71, c'est lui qui recueille le moins de voix. Par prudence on ne le représente pas aux municipales de 77 à Longwy.

En 72, demande aux travailleurs de ne pas lutter et d'économiser leurs forces pour bien voter en 73.

Appelle la police à intervenir contre une organisation marxiste-léniniste, parce qu'elle s'oppose au Programme commun.

Le turlupin JJSS est élu député de la 1<sup>ère</sup> circonscription en 1970 à l'issue d'une bruyante et fort coûteuse campagne à l'américaine, grâce surtout à la publicité tapageuse du journal local « Répugnance » comme certains le nomment. JJSS entretenait alors chez les gens quelques illusions de réforme et de pouvoir régional, y compris auprès d'un certain nombre de travailleurs.

UNE DROITE  
 MISE EN ACCUSATION

Le turlupin JJSS est élu député de la 1<sup>ère</sup> circonscription en 1970 à l'issue d'une bruyante et fort coûteuse campagne à l'américaine, grâce surtout à la publicité tapageuse du journal local « Répugnance » comme certains le nomment. JJSS entretenait alors chez les gens quelques illusions de réforme et de pouvoir régional, y compris auprès d'un certain nombre de travailleurs.

Aujourd'hui, les choses ont bien changé ! La nervosité dont il fait preuve dans



Meurthe et Moselle  
 7<sup>e</sup> circonscription  
**Christian ICETA**  
 Instituteur

34 ans, marié et père de 2 enfants, il est instituteur. Issu d'une famille ouvrière de Nancy, il a été membre des JC en 1961, a participé à la création d'une cellule PCF à l'école normale de Nancy. A Longuyon, il intègre la section du PCF où les contradictions apparaissent très vite. Porcu (déjà lui), à l'avant-garde pour imposer la ligne révisionniste, tente d'étouffer les questions.

Christian rompt définitivement avec le PCF après un séjour de 2 ans en Algérie, où la nature impérialiste du PCF lui apparaît clairement.

Après 1968, il rejoint les rangs des marxistes-léninistes. Malgré les difficultés dues à l'encadrement et à la répression du PCF, ses liens avec les travailleurs et avec les jeunes à Villerupt lui permettent de créer les premières forces révolutionnaires du bassin.

Suppléant : Guy GAVOILLE  
 Employé

Guy GAVOILLE, 28 ans, marié et père de 2 enfants, employé à Sacilor (à Hayange). Fils d'un ouvrier de Micheville (Wendel Sidelor), il est lui-même embauché à Micheville en 69. La même année, il quitte les JC, dont il était l'un des animateurs, et le PCF, et rejoint les forces marxistes-léninistes.

Ecœuré par l'attitude du PCF, victime à plusieurs reprises de la répression anti-jeunes des flics à Villerupt, il dénonce la collusion du PCF et de la police. En 1974, comme 3 000 de ses camarades, il sera muté à Hayange.

Il mène une bataille active dans son syndicat pour l'unité des sidérurgistes.

M. Th. CICOLELLA  
 Ouvrière du Livre

28 ans, mère de famille, Marie-Thérèse Cicolella habite le Haut du Lièvre à Nancy. Issue d'une famille ouvrière de Champagne, elle connaît très tôt la réalité de la lutte de classe par l'exemple d'un père militant syndical très actif. C'est en mai 68 qu'elle est gagnée aux idées révolutionnaires.

En 72-73, elle se mobilise contre la loi répressive de 1920 sur l'avortement et contribue à la création du MLAC de Nancy. Aujourd'hui, elle travaille à l'imprimerie Berger-Levrault.

C'est là, qu'il y a un an, grâce à ses camarades de travail et à sa section syndicale, a pu être mise en échec une menace de licenciement à son endroit, venant d'un chef particulièrement méprisant vis-à-vis des ouvrières de son atelier.

Militante communiste, elle a à cœur de mener le débat de façon franche et ouverte, y compris avec les militants du PCF, sur la trahison par ce parti des intérêts de la classe ouvrière et sur les perspectives du socialisme en France.

Suppléant : Philippe ENCLOSE  
 Ajusteur

Philippe Enclos a 27 ans. Il travaille à la Grande Chaudronnerie de Lorraine (GCL) à Nancy. Syndicaliste, il s'est mobilisé ces derniers temps, pour soutenir les grèves du secteur (en particulier celle des laboratoires Aubert). Dans son entreprise, il a contribué à mettre en place une section syndicale pour faire face à la menace des 20 licenciements prévus pour le printemps.

Son rôle actif lui a d'ailleurs valu des menaces de son patron Boileau, également PDG de l'Est Républicain. Traitée de licencié, Boileau se sent atteint et fait des pressions sur Philippe Enclos pour obtenir un démenti. Le seul démenti qu'il mérite, c'est la lutte des ouvriers pour empêcher les 25 licenciements ! Et cela, ils peuvent le compter sur le soutien de l'UOPDP !



élections et aujourd'hui les gars sont dégoûtés.

Le PCF a aussi fort à faire avec les ouvrières de Glotz qui viennent d'occuper leur usine pour s'opposer à la fermeture. Elles tiennent à mener leur lutte en toute indépendance politique : les partis de gauche, c'est au café d'en face qu'elles les ont reçus, mais pas dans l'usine occupée.

Parmi les 11 candidats de la circonscription, remarquons la présence de Régine Denis-Judicis d'extrême-droite (NAF) pourtant conseillère municipale dans la mairie d'Union de la gauche d'Epinal...

Face à tout cela, assurer la solidarité la plus large aux mouvements engagés, surmonter les divisions, voilà ce qu'il faut faire pour lutter efficacement contre les licenciements, véritable « épidémie » de la circonscription. Voilà ce que proposent les candidats de l'UOPDP.

## INFORMATIONS GENERALES

## Créteil

## L'histoire que l'on raconte sur ce mandarin politicien qui essayait des drogues sur ses malades..

● Drôle de candidat que celui du PR à Créteil, un certain Louis Beaumont, chef de service à l'hôpital Mondor de Créteil. Qui est donc cet homme que Raymond Barre est venu localement soutenir de tout son poids. Le *Canard Enchaîné* fournit un certain nombre d'éléments, pour le moins accablants sur ce mandarin politicien.

Beaumont dirige le service de médecine interne de l'hôpital H. Mondor, ainsi que le «laboratoire de recherche fondamentale sur l'artériosclérose». Ce laboratoire dépend de l'INSERM (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale). Beaumont préside encore une association privée, loi 1901, «L'Association pour le développement des recherches sur les maladies des artères et des veines». Comme beaucoup d'autres, cette association médicale n'a qu'une existence purement juridique, les locaux, le matériel dont elle dispose et son personnel sont ceux de l'INSERM, donc financé publiquement...

Le but de l'association : expérimenter des médicaments pour les laboratoires pharmaceutiques. Les labos financent l'association à but non lucratif, qui reverse de l'argent à la recherche médicale sous forme de dépenses diverses ou de rétributions pour ceux qui pratiquent les expérimentations. Dans le cas de Henri Mondor, les médicaments sont essayés sur des malades du secteur public, (et non sur les malades «privés» du patron). Les malades sont

plus ou moins bien prévenus de ce qu'on leur fait «Expliquer au malade qu'il s'agit de deux formes d'un même médicament» écrit le républicain Louis Beaumont en marge d'un questionnaire d'expérimentation.

Pour une expérimentation (essai de deux présentations de digitaline) le laboratoire demande deux séries de traitements, chacun durant trois semaines, et ce pour 10 ou 15 malades ! Pour suivre ce traitement et en étudier les

mérites, des prises de sang et divers examens sont pratiqués, tous pris en maladie, c'est-à-dire payés par la Sécurité sociale ! L'expérimentation en question aurait coûté entre trente et quarante millions anciens à la Sécurité Sociale !

Le laboratoire pharmaceutique n'aura qu'à accorder une subvention à l'association 1901, et le tour est joué !

### UN FORMIDABLE RACKET

Par ce biais, les profi-

teurs de la pharmacie font financer une partie non négligeable de leurs études par les contribuables... Le détournement de fonds ainsi réalisé sur le dos de la Sécurité Sociale serait d'après les estimations, de l'ordre de 50 à 80 milliards d'anciens francs par an pour la seule région parisienne !

Ce qui explique la fausse «vigueur» de la recherche médicale dans notre pays, si l'on s'en tient à la simple observation quotidienne

### Urgences de l'hôpital Henri Mondor : les opérés dans le couloir !

La CFDT de l'hôpital H. Mondor attire l'attention du public sur les faits graves : «Depuis quelques jours, le service des urgences accueille près de 600 malades tous les jours dans le service d'hospitalisation prévu pour 35 lits. Le personnel a du mal à prendre ses repas, les congés de toutes sortes ne sont pas remplacés (...) Les malades restent dans l'insécurité. Le service supporte difficilement une surcharge de 20 malades (manques de tables, bassins, etc) opérés dans les couloirs. Dans les boxes de consultations urgente, les malades attendent pendant des heures car il n'y a qu'un seul interne.»

La CFDT réclame l'embauche immédiate de personnel !

L'hôpital Henri Mondor de Créteil



des listes impressionnantes de nouvelles associations 1901 déposées chaque jour dans chaque département ! Pendant le même temps, la recherche médicale à proprement parler (c'est-à-dire autre chose que la détermination d'un «créneau» pour un nouveau produit commercialisable) est défavorisée au niveau des moyens et détournée sur des objectifs secondaires ou parasites pour le seul intérêt des mandarins et des industriels de la pharmacie !

## Justice : des jurés trompés...

Quatre des jurés qui avaient eu à juger Martine Willoquet (épouse de Jean Charles Willoquet et complice de son évasion), le 31 mars 1977 s'estiment trompés et font part de leur mécontentement à Giscard. Ils déclarent avoir été abusés par les explications techniques du président du tribunal, qui leur avait assuré à l'époque qu'il y aurait confusion des 2 peines de 5 ans d'emprisonnement requises contre Martine Willoquet, et que celle-ci ne se verrait donc appliquer qu'un maximum de 5 ans d'emprisonnement. Or les deux peines n'ont pas été confondues,

la justice jouant sur le manque de connaissance du jargon juridique des membres du jury ; ceux-ci votèrent en effet la «réclusion» au lieu «d'emprisonnement». De ce fait, Martine Willoquet se trouve condamnée à 10 ans de réclusion, après que le recours en grâce ait été rejeté récemment par le ministre de la Justice. Leur volonte de confondre des peines répondait à leur souci de ne pas voir Martine Willoquet séparée de son fils. Le visage de la justice apparaît plus clairement. Les jurés trompés ont brisé un nouveau morceau de son masque.

## 15 000 tentatives de suicide par an en RFA

### Une société sans espoir

15 000 jeunes de 6 à 18 ans essaient de se suicider chaque année en République Fédérale Allemande ! Les jeunes de 9 à 12 ans sont le plus atteints par cette forme supérieure de désespoir. Encore que ces chiffres sont considérés comme dix à vingt fois en-dessous de la réalité.

Que se passe-t-il en Allemagne, ce pays que Giscard, Mitterrand et consorts prennent comme référence et voudraient voir appliquer comme modèle dans notre pays ? Les jeunes Allemands, comme les jeunes de tous les pays capitalistes, ont à supporter le poids de la destruction de la cellule familiale. Destruction due à l'aggravation des conditions de vie et de travail, à l'isolement des parents qui perdent leur disponibilité pour s'occuper de leurs enfants, situation accentuée par les concentrations de tours et d'univers de béton. En Allemagne, pour faire

face à la crise, la bourgeoisie a, entre autres, accentué la pression de la «concurrence» et de la discipline depuis les années 70. Pour les enfants des familles populaires, elle se manifeste par un désarmement plus complet, par une incompréhension plus grande de cette école qui ne répond à aucune de leurs questions.

Pour les gosses de la bourgeoisie, le manque de débouchés, qui les décourage et leur fait perdre confiance en ce système.

L'Allemagne, c'est aussi la collaboration de classe des syndicats depuis la fin de la guerre, le renforcement de la répression, la sous-politisation qui poussent à la résignation.

D'un côté résignation sans perspectives des parents, d'un autre, discipline plus ferme, semblent bien être parmi les causes qui poussent les gosses allemands au suicide.

P.C.

# LES OCCUPANTS DU 85 AVENUE D'IVRY (PARIS 13<sup>e</sup>) AU TRIBUNAL

● Quatre mois, voici déjà quatre mois que l'immeuble du 85/87 avenue d'Ivry a été ouvert à des mal-logés par la section 13<sup>e</sup> de la C.N.L. Mardi dernier, près de deux mois après les premiers occupants — Pauline et Pierre —, c'est près d'une dizaine d'autres occupants qui ont été convoqués en référé d'expulsion. Alors que tous ont reçu la certitude de ne pas être expulsés avant le 31 mars (fin de la période d'hiver), le «logement français» est pressé d'en finir avec la quarantaine d'occupants. Il veut avoir les mains libres le 31 mars pour commencer la démolition du grand immeuble.

Ce mardi-là, il y avait peu d'illusions sur le résultat du référé. Procédure judiciaire faite sur mesure pour les patrons et les propriétaires. On n'y juge pas sur le fond. Mais seulement sur la forme : «Vous êtes propriétaire ? Non ? Vous avez un titre de location ? Non, alors dehors ! Que vous soyez mal logés, à la rue ou en grève, peu importe, vous pouvez toujours faire appel après, ça vous coûte 5 000 F et deux mois de

délais... pendant lesquels on vous expulsera au nom de la loi».

Et pourtant le dossier de l'avocat du Logement français est bien maigre. La société privée d'HLM à qui appartient l'immeuble n'a même pas le décret d'utilité publique autorisant sa démolition.

Le Logement propose de reloger les occupants à Aulnay-sous-Bois (40 km de Paris) jusqu'à la fin mars ! Après ? On leur proposera un loyer qu'ils

ne pourront pas payer...

### LE PCF COMPLICE

Le PCF n'a pas grand chose à perdre à parler d'autogestion des grandes cités. D'ailleurs, son attitude par rapport au 85/87 vise à faire oublier qu'il a signé lui-même le projet de rénovation au début sous prétexte que c'était l'opération «la plus sociale de Paris».

Ne voit-on pas Gisèle Moreau, candidate PCF aux élections, grimacer devant le projet du «Logement français». «Ah oui, c'est moche, et puis c'est bien ici, vous avez raison, il faut lutter. Moi je crois qu'il faudrait plus d'HLM. Mais vous savez pour cela il faut des ministres communistes. Si le gouverne-

ment ne change pas et qu'il n'y a pas de ministres communistes, c'est perdu pour nous. Vous serez mis dehors et puis contre les flics, il n'y a rien à faire, regardez dans le 14<sup>e</sup>».

Mais les occupants ne se laissent pas tromper. Les difficultés de la popularisation ont été prises à bras le corps. «Le seul moyen de gagner, c'est de faire un contre-projet, le populariser et arriver à le faire reconnaître par la préfecture comme étant l'expression des intérêts des travailleurs du quartier. On pourrait par exemple organiser un référendum autour d'un contre-projet de ZAC, et les élus puis- qu'ils disent soutenir notre action, s'engageraient à respecter le verdict de la consultation». Cette idée est présente chez certains

occupants et à la CNL 13<sup>e</sup>. Déjà d'autres comités ont été contactés et ont répondu présents. Eux aussi cherchent les moyens de s'unir pour se faire entendre et non pas de rester isolés à la merci de la bourgeoisie ou des manipulations. En même temps, un contre-projet, ça peut mettre longtemps pour se faire alors il ne faut pas oublier les risques d'expulsion et les intérêts immédiats.

C'est cette contradiction que les occupants veulent résoudre en accélérant les prises de contacts. Quel que soit le résultat du jugement, qui sera rendu public jeudi soir, c'est à cela que ceux qui veulent soutenir le 85/87 avenue d'Ivry peuvent se joindre.

Jean JOLIN

## MARSEILLE : LA CHASSE AUX IMMIGRÉS

«On a cru que la guerre d'Algérie recommençait» ont déclaré des Immigrés au cours de la conférence de presse organisée par la CFDT Bouches-du-Rhône mercredi.

Les descentes de police dans les cités d'Immigrés motivent cette remarque. Les différentes méthodes pour refouler les Immigrés ont été dénoncées au cours de cette conférence de presse, notamment la radiation systématique avant terme des Immigrés des listes de chômeurs, ainsi que le refoulement systématique des Immigrés de retour de vacances.

## PROGRAMME TÉLÉ

## Jeudi 2 mars

TF1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 15 - Jean-Christophe  
22 h 10 - Titre courant  
22 h 20 - Allons au cinéma  
22 h 50 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 05 - Le père tranquille  
22 h 40 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Scène de la vie de province  
19 h 55 - Flash Journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 10 - Si c'était à refaire. Film de Claude Lelouch  
22 h 45 - Journal  
23 h 00 - Un événement

## Vendredi 3 mars

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 10 - Je viendrai comme un voleur

A 2

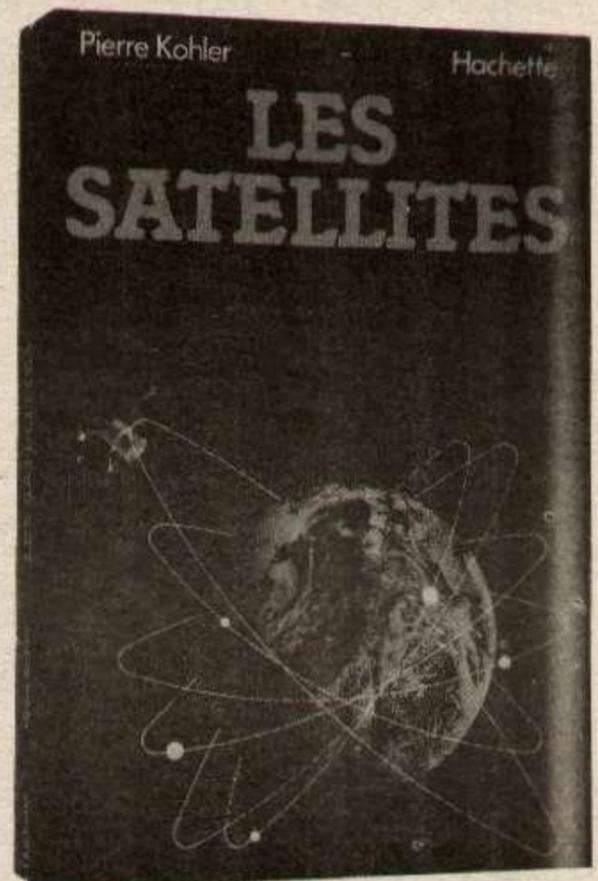
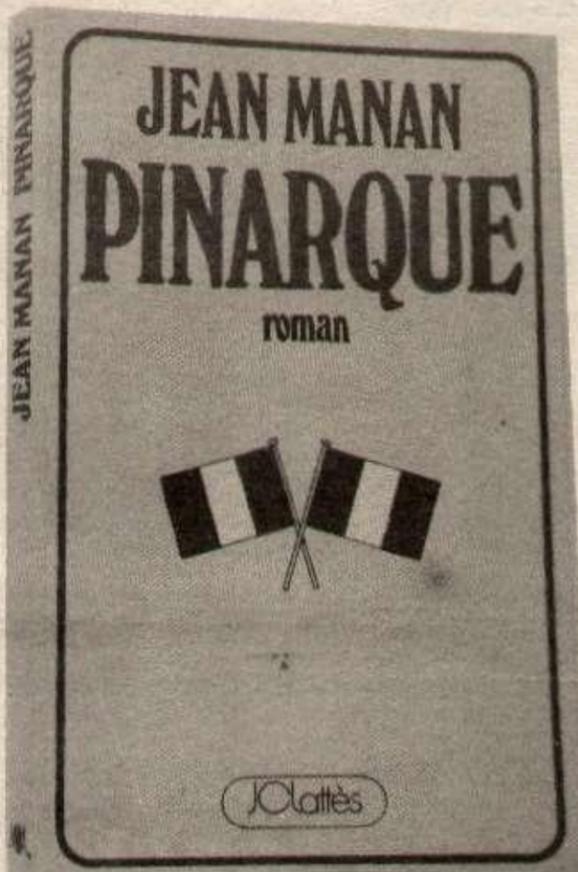
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2  
20 h 00 - Journal  
21 h 00 - Les Eygletières  
22 h 05 - Apostrophes  
23 h 15 - Ciné club : Los Olvidados. Film mexicain de Luis Buñuel, en version originale sous-titrée.

FR 3

10 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Scène de la vie de province  
19 h 55 - Flash Journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 10 - La qualité de l'avenir  
22 h 10 - Les maîtres d'œuvre  
23 h 00 - Journal

● Jean Manan, alias Jean Clémentin est chroniqueur dans un hebdomadaire qu'il cite fréquemment dans son livre, «un hebdomadaire satirique du mercredi». Une intrigue rondement menée met en scène quelques caractères qu'on voit actuellement assez souvent sur les écrans de télévision : Pinarque, héros du livre, capitoul de Paris et fondateur du Rassemblement pour le redressement, assisté de la discrète Lulu Clitoille, du secret Roubiniou et de l'ordinateur Jérôme. Un certain Loubard de Mirobol, président de la République, ne parvient pas à contenir les manœuvres de son ancien ministre Pinarque. Et si les partis du mouvement, dirigés par Florentin, ancien candidat à la présidence, et Pécus, l'homme qui avait travaillé chez Messerschmidt pendant la guerre, remportent les élections, Pinarque n'en poursuit pas moins son processus d'accession au pouvoir.

Pinarque n'est pas à proprement parler une projection politique dans le futur. C'est plutôt, pour un journaliste du *Canard Enchaîné* ne manquant pas d'esprit, l'occasion de dire tout haut un certain nombre d'informations qu'il ne peut écrire à propos des personnages bien réels de notre vie politique. Occasion aussi de régler quelques comptes, d'imaginer une autogestion de rêve, où tous les problèmes se règlent comme par enchantement... Mais un bon moment pour le lecteur. La description de Bouffigue, économiste catapulté au poste de premier ministre n'est pas mal sentie...



● Titre ronflant, mais ouvrage bien documenté sur les différentes utilisations des satellites, principalement dans les domaines civils. On y fait le tour des différentes bases de lancement, dont celle de Kourou, en Guyane, construite à coup de milliards, qui n'a presque pas servi, et où il faut remplacer de coûteux appareillages électroniques avant même qu'ils n'aient servi, en raison de l'humidité. On y apprend qu'un groupe de lycéens anglais (assez fort en math, semble-t-il) dirigés par un professeur ont découvert l'existence d'une base de lancement soviétique secrète, en observant les satellites visibles la nuit et en calculant leurs trajectoires.

On y trouvera le moyen de calculer assez aisément les trajectoires des satellites observables à l'œil nu, avec toutes les références nécessaires.

Eric BRÉHAT

## Et l'acier fut trempé

80<sup>e</sup> épisode

A la suite d'une trahison les trains et la ville sont sans combustible. Pour s'en sortir, il est décidé par le comité provincial de poser en trois mois une voie de chemin de fer qui reliera la gare au chantier de coupe du bois.

Joukhraï réfléchissait sûrement à quelque chose, car il y eut une longue pause. Finalement, Tokarev entendit :

Le pain sera livré cette nuit. J'enverrai un camion avec Litké, il connaît le chemin. Vous l'aurez demain au petit jour.

Le lendemain à l'aube, un camion couvert de boue, chargé de sacs de pain, arriva à la gare. Litké fils en descendit, le visage pâli par une nuit sans sommeil.

La lutte pour le chantier prenait des formes aiguës. La direction de la voie annonça : pas de traverses. A la ville, on ne trouvait pas les moyens de transport nécessaires pour amener à pied-d'œuvre, dans la forêt, les rails et les locomotives à voie étroite. Celles-ci nécessitaient, d'ailleurs, d'importantes réparations. La première équipe arrivait au terme de son travail et il n'y avait personne pour la relever; quant à maintenir sur les lieux les hommes complètement fourbus, c'était impossible.

Les militants responsables, réunis autour d'une veilleuse dans la vieille baraque, discutèrent jusqu'au cœur de la nuit.

Le matin, Tokarev, Doubava et Klavitchek partirent pour la ville, emmenant encore six hommes

## Extraits

Nicolas OSTROVSKI

qui s'occuperaient de réparer les locomotives et de livrer les rails. Klavitchek était chargé, en tant qu'ancien boulanger, de contrôler le service de ravitaillement; les autres se rendirent à Pouchtcha-Vaditsa.

Il pleuvait toujours.

Kortchaguine extirpa difficilement son pied de la glaise visqueuse et sentit, à la morsure du froid, qu'il venait d'arracher la semelle pourrie d'une de ses bottes. Depuis le début, elles prenaient l'eau et laissaient s'infiltrer la boue; à présent, une semelle était complètement détachée et le pied nu s'enfonçait directement dans la bouillie glacée. Cette botte faisait de lui un impotent. Pavel retira de la glaise ce qui restait de sa semelle, jeta un regard désespéré sur le bout de cuir tout déchiré et oublia la promesse qu'il s'était faite de ne plus jurer. Sa botte trouée à la main, il se dirigea vers la baraque, s'assit à côté de la cuisine roulante, déroula sa «chaussette russe» pleine de boue et approcha du foyer son pied engourdi par le froid.

Odarka, la femme du garde-voie, engagée pour aider le cuisinier, découpait des betteraves sur la table de cuisine. Encore jeune, elle avait été abondamment dotée par la nature : large d'épaules comme un homme, la poitrine généreuse, les

hanches rebondies, elle maniait habilement son couteau, et le tas de tranches de betterave grandissait rapidement.

Elle regarda négligemment Pavel et attaqua d'un ton malveillant :

— Alors, tu es pressé de déjeuner ? C'est encore un peu tôt. Tu te défiles, petit gars. Où tu mets tes pieds ? C'est une cuisine ici, et pas un établissement de bains.

Le cuisinier, un homme d'un certain âge, entra au même moment.

Ma botte est morte, lui dit Pavel, expliquant ainsi sa présence.

L'homme jeta un coup d'œil sur le trou béant et désigna Odarka d'un signe de tête :

Son mari est à moitié cordonnier; il pourra vous donner un coup de main, parce que sans chaussures, c'est la fin de tout.

En écoutant le cuisinier, Odarka dévisagea Pavel plus attentivement et avoua, un peu contuse :

— Moi qui vous prenais pour un tire-au-flanc ! Pavel sourit, pardonnant l'incident. Elle examina la botte d'un œil expert.

— Mon bonhomme ne la rapiécera sûrement pas, ça serait perdre son temps, mais je vais vous apporter un vieux caoutchouc pour protéger votre pied, j'en ai repéré un qui traînait par là. Vous ne pouvez tout de même pas rester comme ça ! Surtout qu'il va geler d'un jour à l'autre, vous seriez fichu ! ajouta-t-elle avec compassion. Et, posant son couteau, elle quitta la pièce.

Elle revint presque aussitôt avec un grand caoutchouc et un bout de toile. Lorsque le pied réchauffé de Pavel fut enfoncé dans le confortable caoutchouc, le garçon adressa à la cuisinière un regard reconnaissant plus expressif que toutes les paroles.

A SUIVRE

## Voyage à l'intérieur des sondages (4)

Locomotives des instituts de sondages, les enquêtes pré-électorales «font l'actualité», cette semaine. Quoique, à bien les regarder, elles n'apprennent que ce que l'on sait déjà, elles font l'objet des commentaires des journalistes, mais aussi des leaders politiques bourgeois. Ceux-ci s'entourent de quelques précautions oratoires — «A en croire les sondages», «sans accorder plus de valeur qu'ils n'en ont aux sondages» — mais n'hésitent pourtant pas à en faire le pilier de leur argumentation. Le suspense entretenu sur la décision du PCF au 2<sup>e</sup> tour tire sa substance des simulations en nombre de sièges faites par l'IFOP et Louis Harris France.

# LES SONDAGES ELECTORAUX (1<sup>ère</sup> partie)

Par Eric BRÉHAT

## DE LA FUMISTERIE DES MUNICIPALES AUX SPÉCULATIONS SUR 10 PERSONNES

Bien qu'ayant acquis un certain crédit lors des précédentes élections, les sondages électoraux ont connu une période noire lors du duel Chirac-d'Ornano à Paris, pour les municipales. Voici, dans l'ordre chronologique, quelques-uns des sondages publiés avant le premier tour :

tout d'abord, les échantillonnages. Les quotas ont dû être établis sur la base des précédentes listes électorales. Or depuis, Paris s'est un peu plus vidé de sa population ouvrière, qui vote à gauche. D'autre part, selon le témoignage d'une enquêtrice de la SOFRES, qui a

passé pour un sondage. Ça suffit ! se souvenait-elle. Cette saturation des sondés, alimentée aussi par la presse, a certainement biaisé les réponses. Les sondages des Renseignements Généraux ont été biaisés de la même façon, ce qui explique le

### LES INTERPRÉTATIONS MALHONNÊTES

Même lorsque le sondage d'intention de vote est effectué dans de bonnes conditions (sondage premier tour, par exemple), son interprétation peut se révéler dénuée de sens. Nous avons expliqué au début de cette enquête qu'un résultat de 20 % signifie : il y a 95 chances sur cent que le résultat réel soit compris entre 18 et 22 %. Et la théorie probabiliste ne permet en rien d'attribuer plus de chances à 18 qu'à 21 %. Le chiffre 20 % n'a de sens que comme centre de fourchette, et non pas comme résultat le plus probable. Alors, que veulent dire les commentaires entourant une variation de un à deux points (le langage boursier a conquis les sondages) ? Lorsque les intentions de vote pour le PCF passent de 20 à 21 %, on peut seulement en déduire qu'il aurait obtenu au moins 18 % dans le premier, et au moins 19 % dans le deuxième. D'ail-

leurs, que signifie concrètement une variation de 1 % ? Que dix personnes ont donné un résultat différent de celui de la première enquête.

Les instituts pensent que leur fourchette est en fait plus étroite (plus ou moins 1 %), mais reconnaissent qu'ils ne peuvent pas le prouver, et que des exceptions peuvent se produire.

L'équivalence entre 50 et 51 % (à l'intérieur d'une même fourchette) permet, en utilisant l'ignorance des gens, de truquer un résultat en toute objectivité mathématique. Les derniers sondages publiés avant l'élection présidentielle donnaient 50/50. Il paraîtrait que ce résultat avait été «redressé» de façon à mobiliser l'électorat de droite. Il était en fait 51/49. Information difficilement vérifiable, puisque les «cellules politiques» sont très fermées, dans les instituts, et que bien peu de gens ont accès aux terminaux des ordinateurs donnant ces résultats.

	Matin Louis Harris	Quotidien Paris Démoscopie	Matin Harris	Matin Harris	Résultats
Gauche :	38	45	36	40	32,1
d'Ornano :	24	20	25	26	22
Chirac :	20	18	19	16	26,2
Paris-Écologie :	12	9	13	13	10,1
Jobertistes :	2	1	3	2	2,3
Date :	24/02		30/02	7/3	20/3

La gauche est systématiquement survalorisée, ainsi que d'Ornano. D'autre part, les écarts entre sondages sont trop importants pour tenir aux sondés eux-mêmes. Les causes d'erreurs ne peuvent pas être cherchées dans une mauvaise analyse politique, puisqu'il s'agit d'un premier tour. Elles sont ailleurs :

donc fait les sondages Louis Harris, la méthode des quotas dirige les enquêteurs des différents instituts vers les mêmes endroits. Or, chaque formation faisait opérer un ou deux sondages par semaine, dans chaque circonscription : «J'ai frappé plusieurs fois à des portes où on me disait : ça fait quatre fois qu'on

langage triomphaliste de d'Ornano.

Il est peu probable que le même phénomène se reproduise pour les législatives : les échantillons sont constitués à partir des listes électorales récentes. Aussi peut-on considérer que leurs résultats présentent une bonne valeur indicative pour le scrutin du premier tour. D'ailleurs l'évolution des pourcentages (abstraction faite des non réponses) indique une grande stabilité des intentions de vote, malgré les empoignades à droite et à gauche. Cette stabilité donne à penser qu'à moins d'un événement imprévisible, la gauche a une plus grande probabilité d'être «majoritaire» que la droite, pour le premier tour.

Par contre, en ce qui concerne le second tour, les estimations probabilistes sont beaucoup moins probantes (voir encart sur les simulations).



## Une opération au point la simulation

Le 12 mars, à 20 h 01 mn, plusieurs stations de radio seront en mesure d'annoncer si la droite ou la gauche arrive en tête. Une demi-heure plus tard, on aura une idée assez précise des «scores» électoraux. Ces résultats seront obtenus grâce à une opération simulation, bien différente d'un sondage sur échantillon, mais utilisant les mêmes lois statistiques.

Le principe de la simulation consiste à traiter par ordinateur différentes données : les résultats des élections précédentes, adaptées si elles ne sont pas de même nature, et les premiers résultats partiels, donnés par des bureaux de vote dont le dépouillement est en cours. Il faut donc :

- recenser des données des élections précédentes.
- sélectionner un échantillon de bureaux représentatifs de l'ensemble des bureaux, à la fois par l'effectif de leurs inscrits, et par le faible écart de leurs résultats, avec les résultats nationaux. 300 bureaux sont suffisants, mais leur choix est délicat.
- pour le deuxième tour des législatives, constitution d'une «matrice de passages», c'est-à-dire évaluation des probabilités de report de voix de tel parti à tel parti, en fonction des précédentes élections, et des sondages pré-électorales.

— au fur et à mesure de l'arrivée des résultats des 300 bureaux sélectionnés, ils sont «redressés» en fonction des précédents résultats, par la méthode d'estimation séquentielle, qui consiste à corriger ces données avec les écarts observés entre résultat du bureau et résultat national, lors des précédentes élections.

Bien conduite techniquement, la simulation n'en demande pas moins une certaine analyse politique, pour les reports de voix, en particulier. Lecanuët avait été surestimé en 1965, parce que l'IFOP pensait qu'il prendrait autant à l'électorat de De Gaulle qu'à celui de Mitterrand, alors que ses électeurs sont principalement venus de l'électorat gaulliste.

Et il est probable que l'établissement de la matrice de passage, pour le deuxième tour de mars 78 donne quelques difficultés aux fabricants de simulation...

### L'ABUS DES SIMULATIONS

La simulation des résultats du deuxième tour est une toute autre opération (voir *Quotidien du Peuple* du 17/02). Il s'agit en effet, en combinant les résultats d'un sondage effectué dans un échantillon significatif parmi les circonscriptions qui risquent de changer, d'un sondage des intentions de report et d'une analyse des résultats et des reports des précédentes élections, de donner un résultat en nombre de sièges, voire même, circonscription par circonscription. Le nombre de facteurs à prendre en compte et la difficulté qu'il y a à les pondérer induit nécessairement une plus grande fourchette. Il est difficile de la connaître, car les instituts qui le pratiquent (IFOP ou SOFRES, par Louis Harris France Interposé) s'accusent mutuellement du manque de sérieux, mais n'indiquent ni l'un ni l'autre leurs fourchettes. Seraient-elles si importantes qu'elles ne permettraient pas d'indiquer une majorité ? Le silence des instituts peut le faire penser.

## La loi sur l'interdiction des sondages

Au terme d'une polémique longue et violente, une loi sur les sondages électoraux était adoptée en juillet 77 après plusieurs «voyages» entre l'Assemblée et le Sénat, après le dépôt d'une demi douzaine de projets de loi.

L'article 11 de la loi dit : «Pendant la semaine qui précède chaque tour de scrutin ainsi que pendant le déroulement de celui-ci, sont interdites, par quelque moyen que ce soit, la publication, la diffusion et les commentaires de tout sondage tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>» (c'est-à-dire les «sondages d'opinion ayant un rapport direct ou indirect avec un référendum, une élection présidentielle ou l'une des élections réglementées par le code électoral ainsi qu'avec l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes.»

L'article 12 prévoit l'application des peines portées à l'article L. 90-1 du code électoral, en cas de non respect de cet article, ou de ceux réglementant l'usage des sondages (indication du nom de l'institut, de l'acheteur, de la taille de l'échantillon, de la date du sondage) ou du manque au

dépôt auprès de la commission des sondages d'une notice technique.

La loi prévoit également l'institution d'une commission des sondages chargée de veiller à son application et à définir les règles devant figurer dans le contrat de vente. Elle est composée d'un nombre égal de membres du Conseil d'État, de la Cour de Cassation, et de la Cour des Comptes, désignés par décret du Conseil des ministres et a publié un premier avis le 8 février.

Les différents projets de loi préconisaient en général l'interdiction pure et simple des sondages pendant toute la durée de la campagne, excepté le projet Guermeur, qui faisait débiter l'interdiction à compter du mercredi précédant chaque tour. Les arguments en faveur de l'interdiction méritent qu'on les rappelle. Ils consistent à dire que le sondage électoral n'est plus un élément d'information, mais un «outil de campagne électorale» d'une part et à affirmer l'existence d'une double réaction des électeurs : renforcement de la tendance majoritaire, et réaction contre cette même tendance majoritaire. Le premier est évi-

demment d'une parfaite hypocrisie, car il dénonce l'inégalité entre les candidats introduite par les sondages publiés. Or, s'il y a inégalité, et même très profonde, c'est par le jeu des sondages non publiés, qui sont à la base du marketing politique. D'autre part, les réactions suscitées par les sondages sont difficilement mesurables, et selon les circonstances, favorisent telle ou telle évolution.

La raison fondamentale de l'adoption de la loi semble plutôt être à chercher en cette possibilité donnée aux partis qui en ont les moyens d'utiliser à leur seul profit les sondages, dans la période qui précède immédiatement les élections.

Car, curieusement, aucune proposition de loi n'a tenté de réglementer l'ensemble des sondages d'opinion, confidentiels ou privés. Le problème de «l'action des sondages sur l'opinion» est pourtant bien plus important pour les sondages non électoraux.

Demain : CONFIDENTIEL Les sondages électoraux (2<sup>e</sup> partie)